

L1 : CONSEQUENCES DE LA GUERRE ET LES REGLEMENT DU CONFLIT

INTRODUCTION:

La seconde guerre mondiale a été une guerre sans précédent dans l'histoire avec des conséquences énormes sur les plans humain, matériel, moral et politique, elle a modifié les données sur l'échiquier politique mondial en conférant à l'URSS et aux USA un rôle de leadership. Ces deux puissances vont essayer de s'étendre pour asseoir une paix solide et durable mais cela va engendrer quelques difficultés.

I. LES CONSEQUENCES DE LA GUERRE:

1. Sur le plan humain:

La fin de la deuxième guerre mondiale consacra la victoire des alliés. Cependant le bilan est lourd. Les pertes humaines sont considérables, La guerre provoqua la mort de 40 à 60 millions de personnes. Mais ces pertes varient suivant les pays le plus touché est l'URSS (26 millions).

A cela s'ajoute les victimes de la solution finale coûtant la vie à 7 millions de juifs.

Les chefs nazis coupables sont punis au procès de Nuremberg le 20 – 10 – 1945.

2. Sur le plan matériel:

La 2ème guerre mondiale a été très coûteuse. Les destructions matérielles sont considérables. Les pertes ont surtout touché les industries et les villes dont certains ont été des théâtres d'opération (Stalingrad, Berlin, Hambourg, Londres, Ruhr).

En Europe, la moitié des territoires environ est considérée comme sinistrée. Ce sont les Usa qui ont dépensé le plus d'argent avec environ 341 milliards de \$ dont 50 milliards de fourniture en prêt - bail (loi prêts-bails: loi adoptée aux Usa en 1941 afin d'apporter une aide aux nations en guerre contre les puissances de l'axe). Le remboursement se fera ultérieurement.

3. Sur le plan moral:

Les répercussions sont lourdes. En effet, méprisant les droits humains, le conflit se caractérise par l'emploi généralisé de la torture, les régimes politiques de terreur, la hantise de la bombe atomique et l'extermination de plusieurs millions de d'êtres humains révélée par la découverte des charniers et des camps de la mort.

4. Sur le plan politique :

La fin de la 2ème guerre mondiale consacre la bipolarisation du monde caractérisée par la guerre froide entre deux États sortis grandis et renforcés de la guerre: les Usa et l'URSS. En effet les Usa qui bénéficient d'une suprématie économique renoncent à l'isolationnisme pour exercer un certain contrôle politique sur les pays de l'Europe de l'ouest, De son côté l'URSS s'efforce de contrebalancer l'influence américaine en Europe en s'entourant des démocraties populaires. En revanche, l'Europe se réorganise en créant de nouvelles frontières mais sa puissance décline. Les empires coloniaux s'orientent vers un processus d'accession à l'indépendance, en vertu du droit des peuples à l'autodétermination.

II. TENTATIVES DE REGLEMENT DURANT LA GUERRE:

1. La conférence de Terre-Neuve :

Elle a donné naissance à la charte de l'Atlantique, déclaration commune signée le 14 Août 1941 par les Usa et le Royaume-Uni, pendant la seconde guerre mondiale, qui énonçait les principes fondamentaux de la paix future. Ce document, qui rappelle les grands principes auxquels sont les démocraties, fut élaboré lors d'une conférence tenue secrètement entre le 9 et 12 Août 1941 sur le Potomac, au large de l'île canadienne Terre- neuve. Le texte publié le 14 Août portait les signatures du Président Franklin .D. Roosevelt et du Premier ministre Winston Churchill. Les deux Chefs d'Etat déclaraient que leurs pays ne cherchaient aucun agrandissement territorial. Ils rappelaient que tout peuple a le droit de choisir sa propre forme de gouvernement et que l'on ne peut imposer des changements de

frontière. Les peuples dépouillés par la force devraient retrouver leur souveraineté. La charte exprima l'espoir que, après la défaite des nazis, tous les pays puissent vivre en paix et en sécurité.

2. La conférence de Téhéran:

Avant même la fin des hostilités, les alliés commencent déjà à régler le sort de l'Europe et de l'Asie. C'est ainsi que du 28 – 11 – 1943 au 2 – 12 – 1943 se tient à Téhéran une conférence qui réunit le premier britannique **Winston Churchill**, le président soviétique **Joseph Staline** et celui des Usa **Franklin Roosevelt**. Les thèmes tournent autour de la conduite de la guerre, des débarquements de Normandie et Provence et l'après guerre en Europe, les principales décisions de cette conférence sont:

- _ L'ouverture du second front en Europe par des débarquements en province et en Normandie.
- _ l'occupation de l'Allemagne après la guerre est envisagée sans qu'un accord ne soit conclu.
- _ le cas de la Pologne fait l'objet de négociations secrètes: l'Urss va conserver ses annexions de 1940, la Pologne va recevoir en compensation des territoires à l'ouest pris à l'Allemagne vaincue.
- _ Cependant la question des objectifs de paix n'a été évoquée qu'à titre provisoire avec la création de l'ONU toutefois les parties expriment leur désir de coopérer après le conflit.
- _ il est aussi décidé de garantir l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Iran plus une aide économique.

3. La conférence de Yalta: (Ukraine)

Le processus de concertation se poursuit et du 4 au 11 février 1945 se tient la conférence de Yalta entre les Usa, l'Urss et le Royaume Uni.

Elle porte sur les conditions de la capitulation allemande, aussi bien sur le plan militaire que politique ainsi que l'organisation de l'Europe après la guerre:

- _ Une capitulation inconditionnelle de l'Allemagne est décidée s'accompagnant d'une réorganisation de son territoire.
- _ La partie Est, est réservée aux soviétiques, le Nord-ouest à l'Angleterre, le Sud-ouest aux américains et une zone réservée aux français.
- _ la conférence se prononce sur les réparations de guerre que doit payer l'Allemagne et pose à nouveau le problème des frontières. Ainsi l'Urss conserve la partie orientale de la Pologne tandis que celle-ci annexe une partie du territoire allemand.
- _ Un gouvernement d'union nationale doit être constitué et installé en Pologne.
- _ l'Urss s'engage à intervenir dans le conflit et en échange réclame la moitié méridionale de l'île de Sakhaline, les îles Kouriles et le contrôle des chemins de fer mandchous.

Roosevelt persuade enfin les alliés d'adhérer au projet de l'ONU dont les bases ont été posées à la conférence de **Dumbarton Oaks** en octobre 1944, un nouveau rendez-vous est pris pour avril 1945, date à laquelle doit se tenir une nouvelle conférence: celle de San Francisco.

4. La conférence de San Francisco et la naissance de l'ONU:

Préparée par les alliés durant la seconde guerre; l'ONU naît de la nécessité de remplacer la SDN organisation fondée au lendemain de la 1ère guerre mondiale avec des objectifs similaires et ayant échoué dans sa mission fondamentale: celle de prévenir un autre conflit mondial. Le projet est définitivement mis en chantier à la conférence de San Francisco réunissant tous les pays qui ont déclaré la guerre aux puissances de l'axe (Allemagne, Italie, Japon).

_ l'objectif visé est de créer des conditions propices au maintien d'une paix durable, pour le règlement des problèmes internationaux par des voies pacifiques, le développement des relations amicales sur la base du respect du principe d'égalité des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes; enfin la réalisation de la coopération internationale par la recherche de solution aux problèmes nationaux aussi bien économiques, sociaux, culturels qu'humanitaires, tout en encourageant le respect des droits de l'homme pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. (Article 1)

_ Les États membres sont égaux et souverains; qu'aucun État ne menace ou utilise la force contre un autre État; qu'ils prêtent assistance à l'organisation en cas de besoin; l'organisation n'intervient dans les affaires intérieures d'un pays que seulement si la paix internationale est menacée. (Article 2)

L'organisation ainsi créée comprend plusieurs organes:

- *l'Assemblée générale*

C'est l'organe de délibération de l'Onu réunissant les délégués de l'ensemble des pays membres, Elle nomme le secrétaire général pour 5 ans renouvelable et a aussi pour rôle d'émettre des recommandations à la majorité des 2/3.

- *le Conseil de sécurité*

Il est le principal organe de maintien de la paix et de la sécurité, Il compte 15 membres dont 5 permanents: Chine, France, Royaume-Uni, Russie, Usa, Ces derniers disposent d'un droit de veto. Il peut jouer un rôle de médiateur entre pays en conflit mais en l'absence de solutions pacifiques, le conseil peut adopter des résolutions allant des sanctions économiques à une opération militaire collective.

- le Secrétariat

Il assure le suivi du travail de l'Onu. il est présidé par un secrétaire général, nommé par l'assemblée générale sur recommandation du conseil de sécurité pour 5 ans. Le premier secrétaire général est le norvégien **Trygve Lie** (1946-1952) et l'actuel est le sud-coréen **Ban Ki moon** depuis janvier 2006.

- le Conseil économique

Il coordonne les activités économiques, sociales, culturelles et celles relatives aux droits de l'homme des Nations Unies et de ses institutions spécialisées.

- la Cour internationale de justice de la Haye

C'est l'organe judiciaire de l'ONU. Elle est composée de 15 juges ayant un mandat de 9 ans. Son rôle est d'arbitrer les litiges qui pourraient exister entre les différentes nations membres de l'ONU.

- Les Principales Institutions Spécialisées

Elles sont chargées de la coopération intergouvernementale en dehors du domaine politique. Les États intéressés peuvent y adhérer sans être membre de l'ONU. C'est le conseil économique et social qui fait le lien avec l'organisation. Les plus importantes sont:

- L'OMS (organisation mondiale de la santé) créée en 1946 à Genève.
- LA FAO (organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) créée en 1945 à Rome.
- L'OIT (organisation internationale du travail) fondée en 1946 à Genève,
- L'UNESCO (organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture) 1946 à Paris.
- LE PNUD (programme des nations unies pour le développement), le CNUCED (conférence des nations unies pour le commerce et le développement), le GATT en 1947 à Genève (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) devenu OMC depuis 1994.

III. TENTATIVES DE REGLEMENTS A LA FIN DE LA GUERRE:

Après la capitulation allemande les alliés décident d'organiser une conférence à Potsdam (Allemagne) en vue de mettre en œuvre les accords de Yalta. Elle se tient du 17 juillet au 2 août 1945. Cette conférence se tient dans un contexte particulier marqué par la politique de l'URSS qui consiste à favoriser l'implantation de régimes communistes en Bulgarie et en Roumanie. Ce qui suscite une réaction des américains par la décision du président **Truman** d'interrompre brutalement les fournitures américaines à l'URSS au titre de la loi du prêt – bail. C'est dans ce contexte de crise latente que se tient la conférence de Potsdam qui réunit **Staline**, **Truman** et **Churchill** qui sera remplacé à partir du 28 juillet en pleine conférence par **Clement Attlee**, en raison de la victoire du parti travailliste aux élections.

Les principales décisions sont:

- _ Conditions d'occupation de l'Allemagne, désarmement, démilitarisation et dissolution du parti Nazi remplacé par un régime démocratique.
- _ l'économie est réorganisée et l'Allemagne doit payer des indemnités de guerre (20 milliards en frais de réparation).
- _ Les 3 grands se partagent les bâtiments de guerre et les navires marchands allemands.
- _ Un tribunal militaire est mis sur pied pour juger les criminels de guerre.
- _ Une frontière germano - polonaise est fixée.
- _ l'URSS accepte de participer à la guerre du Pacifique.
- _ Les traités de paix avec les puissances de l'axe doivent être élaborés un conseil des ministres des affaires étrangères des 5 membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU.
- _ le problème de la Corée est réexaminé. Le pays sera occupé au nord par les soviétiques et au sud par les américains de part et d'autre du 38ème parallèle.

Néanmoins des points de divergences apparaissent. En effet, les occidentaux refusent à la Russie un mandat sur la Libye et droit de regard sur les détroits turcs. Malgré cela la conférence de Potsdam est considérée comme un succès.

CONCLUSION:

Malgré ces accords, la méfiance règne entre les alliés. Des points de divergences apparaissent notamment sur les frontières du futur État allemand, sur la durée de l'occupation et sur la forme de gouvernement.

C'est ainsi que pour aplanir ces différences de points de vue, d'autres conférences seront organisées à Moscou et à Paris (1947).

Mais avec l'avancée du communisme en Europe orientale, les négociations deviennent difficiles accentuant les tensions idéologiques qui ont failli amener une troisième guerre mondiale.

Les blocs

- . Les crises (Berlin, Corée, Cuba)
- . Du rapprochement entre les deux blocs à la chute du mur de Berlin

Introduction

A la fin de la 2^{ème} G-M, une situation originale se met en place. Les **Etats-Unis** et l'**URSS** apparaissent comme deux superpuissances qui se regardent avec méfiance. Leur opposition prend d'abord la forme d'une **guerre froide**. Sans jamais s'affronter directement, chacun des deux grands se proclame le modèle politique, économique et culturel de référence et pousse les autres Etats à entrer dans cette logique bipolaire. De 1947 à 1953, on assiste à la formation de deux camps hostiles, à de multiples conflits et rivalités. Puis, à partir de 1953, apparaît un nouveau contexte, fruit de la décolonisation, du redressement de l'Europe et des fissures à l'intérieur des blocs qui ne sont plus homogènes. Les deux Grands établissent alors de nouvelles règles : la **coexistence pacifique**. Toutefois, les rivalités continuent avec des conflits périphériques. La guerre froide ne prend fin qu'avec la chute du Mur de Berlin et l'implosion du bloc soviétique.

I- La guerre froide

1) La fin de la Grande Alliance

La progression des communistes en Europe centrale et orientale conduit Churchill à dénoncer, dans le discours de Fulton en mars 1946, « le rideau de fer qui s'est abattu sur l'Europe ». Dans les Balkans, en Iran, en Turquie, l'URSS avance ses pions ; Truman enlève à l'URSS le bénéfice de la loi prêts-bails et décide d'accorder une aide accrue à l'Europe occidentale ; en 1946, les Anglais et les Américains annoncent qu'ils souhaitent le redressement de leurs zones d'occupation en Allemagne.

2) 1947, La rupture

L'initiative américaine : en mars 1947, le président des Etats-Unis Truman annonce devant le congrès le projet d'aider militairement et économiquement les pays libres d'Europe pour empêcher la propagation du communisme (**containment**) dont la misère fait le lit. En juin 1947, le plan Marshall propose d'aider à la reconstruction des pays d'Europe qui doivent s'organiser solidairement pour la répartir. Rejeté par l'URSS et ses satellites, il est accepté par 16 pays libéraux et aboutit à la coupure de l'Europe en deux.

La réponse soviétique : Staline fonde le Kominform, bureau d'organisation des partis communistes, en septembre 1947, lors d'une conférence de tous les partis communistes européens. Jdanov, l'idéologue du parti en a rédigé la plate-forme qui développe une vision manichéenne du monde. Dorénavant, tout antagonisme relève de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest.

3) La constitution de blocs rivaux

La construction des deux blocs se fait sur trois plans ;

Politique : la division de l'Allemagne est consommée, la RFA est née le 8 Mai 1949 avec l'aide des occidentaux et la RDA le 7 Octobre sous l'égide des soviétiques

Militaire : signature du pacte Atlantique en Avril 1949 qui lie les USA et le Canada à 10 pays d'Europe

Economique : à l'ouest, les 16 pays bénéficiaires de l'aide Marshall créent l'organisation européenne de coopération économique (future OCDE) en 1948. A l'Est, le conseil d'assistance économique mutuelle est créé en 1949.

4) « Guerre improbable, paix impossible » (Raymond Aron)

La course aux armements doit permettre d'intimider l'adversaire. En 1951, les USA mettent au point la bombe H, une arme atomique thermonucléaire encore plus meurtrière que la bombe A. Mais l'URSS se dote à son tour de la bombe H (1953) : aucun affrontement direct n'est désormais possible entre les Grands sans provoquer l'« holocauste nucléaire ».

L'« équilibre de la terreur » explique donc la nature de la guerre froide. En Europe, la lutte idéologique se poursuit pour gagner les opinions publiques, mais la guerre est exclue. Sur des théâtres périphériques, en revanche, comme les pays du Tiers-Monde récemment décolonisés, les deux Grands s'affrontent indirectement dans des guerres bien réelles.

II – Les crises de la guerre froide

1) Les crises de Berlin

La conférence de Potsdam a divisé l'Allemagne en quatre zones d'occupation, dans l'attente d'un traité de paix qui ne verra jamais le jour. Alors que les Soviétiques démantèlent l'industrie allemande, les Occidentaux renoncent aux sanctions économiques et à une véritable dénazification. En juin 1948, les Etats-Unis et le Royaume-Uni procèdent à l'unification de leurs zones avec une monnaie unique, le Deutschemark.

Staline riposte le 26 juin 1948 en coupant les communications entre Berlin-Ouest et l'Allemagne occidentale. C'est le début d'un blocus de 322 jours durant lequel la ville n'est approvisionnée que par un pont aérien. L'épreuve de force prend fin le 12 mai 1949, par un recul des Soviétiques qui entraîne la division de l'Allemagne en deux Etats. La RFA (République fédérale d'Allemagne) devient la vitrine du capitalisme et la RDA (République démocratique allemande) s'aligne sur le modèle soviétique. Cette crise conduit à un renforcement des blocs : les Etats-Unis créent le pacte Atlantique dès 1949 et invitent en 1954 la RFA à y adhérer. Les soviétiques répliquent par le pacte de Varsovie en 1955.

Une seconde crise de Berlin éclate, parce que la libre circulation à l'intérieur de la ville permet à des centaines de milliers d'Allemands de l'Est de passer à l'Ouest. La RDA décide le 13 août 1961 de construire un mur coupant Berlin en deux, une solution qui scandalise le « monde libre ». Le « mur de la honte » devient le symbole de la division de l'Europe.

2) La guerre de Corée

Depuis 1945, la Corée est coupée en deux : au nord du 38^e parallèle, c'est la zone d'occupation soviétique, au sud, la zone d'occupation américaine. Le 25 juin 1950, la Corée du Nord, encouragée par Staline et Mao, attaque la Corée du Sud. La riposte américaine est immédiate : les Etats-Unis organisent alors, avec l'accord de l'ONU, une coalition internationale. Celle-ci repousse l'agression, mais se heurte à 500 000 « volontaires » chinois.

La guerre dure trois ans et se révèle extrêmement meurtrière (1 400 000 morts). Truman désavoue le général Mac Arthur, qui voulait utiliser l'arme atomique. Le front se stabilise à proximité du 38^e parallèle et l'armistice, signé en juillet 1953, marque le retour au *statu quo*. Si un conflit généralisé a été évité, la guerre de Corée pousse les Etats-Unis à conclure de nouvelles alliances. Ils intègrent le Japon dans leur système de défense (1951), menacent l'URSS de « représailles massives » en cas de nouvelle agression communiste.

3) La crise de Cuba

En 1959, Fidel Castro et ses guérilleros renversent une dictature corrompue soutenue par les Etats-Unis. Le nouveau régime cubain nationalise les terres et les grandes entreprises. Craignant la contagion révolutionnaire en Amérique latine, les Américains décident un embargo sur les exportations de sucre pour asphyxier Cuba. Le président Kennedy cautionne même un débarquement des anticastristes dans la baie des Cochons, qui échoue en avril 1961.

Castro se rapproche alors de l'URSS, qui l'aide à installer des rampes de lancement de missiles. En octobre 1962, Kennedy découvre l'existence des rampes et apprend que des bateaux soviétiques porteurs de fusées font route vers Cuba. La sécurité des Etats-Unis est menacée et Kennedy donne l'ordre à l'*US Navy* d'intercepter les navires. Le monde semble au bord de la guerre nucléaire, mais l'URSS recule. Les navires soviétiques battent en retraite, les rampes sont démontées, les Américains s'engagent en retour à ne pas renverser Fidel Castro.

De la coexistence à L'ébranlement des blocs

Le rapprochement entre les deux superpuissances s'opère grâce à plusieurs facteurs :

Du côté soviétique ; la mort de Staline change les données, Khrouchtchev élabore la doctrine de la « coexistence pacifique » et du côté américain la perte du monopole nucléaire et leur retard technologique dans le domaine spatial (l'URSS lance Spoutnik en 1957).

Alors la logique bipolaire est contestée par l'émergence du Tiers-Monde et par la contestation de la suprématie américano-soviétique à l'intérieur de leurs blocs respectifs (depuis la fin des années 1950, la Chine critique ouvertement la politique de Khrouchtchev de la coexistence pacifique , le leadership américain est lui aussi contesté à partir de 1958, par la France du général de Gaulle qui dénonce le poids du dollar dans les échanges internationaux et condamne l'intervention américaine au Vietnam. Elle prône aussi une « Europe des Etats » indépendante des Etats-Unis. Ce rejet de l'atlantisme la conduit à refuser l'entrée

du Royaume-Uni (considéré comme le « cheval de Troie des américains ») dans la CEE et à se retirer en 1966 des structures militaires de l'OTAN).

III. le rapprochement entre les blocs (ou détente) à la chute du mur de Berlin

1) La détente 1962-1975

Dès 1956, Khrouchtchev avait évoqué la nécessité d'une « coexistence pacifique » (1953-1962). Mais, c'est la crise de Cuba qui contraint vraiment les deux Grands à approfondir le dialogue. En 1963, un dialogue direct s'établit entre les deux Grands : le « téléphone rouge », est installé entre Washington et Moscou.

On assiste à une recherche d'un équilibre dans l'armement nucléaire ; en 1963, le traité de Moscou interdit les essais nucléaires dans l'atmosphère et en 1968 le traité de non-prolifération du nucléaire est signé. En 1972 sont signés les accords SALT 1 prolongés l'année suivante par l'engagement de Nixon et de Brejnev de bannir la guerre nucléaire et l'accord de coopération dans le domaine spatial.

L'ouverture à l'Est (ou *ostpolitik*) en Europe est la politique entamée par le nouveau chancelier ouest-allemand, Willy Brandt. En 1972 le traité fondamental établit des relations régulières entre RDA et RFA. En 1973 les deux Etats entrent à l'ONU. En 1975, l'Acte final d'Helsinki garantit les frontières européennes existantes et le respect des droits de l'homme.

2) Les derniers feux de la guerre froide (1979 – 1987)

Sous la présidence de Carter, les Etats-Unis semblent laisser champ libre à l'URSS, qui profite de la « détente » pour soutenir les mouvements révolutionnaires dans le Tiers-Monde. 1979 est une année noire pour l'Amérique. La révolution islamique en Iran provoque un deuxième choc pétrolier et entraîne une prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran. Au Nicaragua, le régime soutenu par Cuba nargue les Etats-Unis. Enfin, l'Armée rouge occupe l'Afghanistan, intervenant pour la première fois en dehors du bloc soviétique.

Carter réagit en 1980, en décrétant un embargo contre l'URSS et en appelant au boycott des Jeux olympiques de Moscou. Mais c'est le républicain Ronald Reagan, élu président en novembre 1980 et réélu en 1984, qui incarne le retour d'une Amérique sûre d'elle-même. Il annonce que partout les Etats-Unis soutiendront les « combattants de la liberté », contre l'URSS, qualifiée d'« Empire du Mal ». Sa stratégie consiste à placer les Etats-Unis en position de force, pour négocier ensuite avec Moscou.

Cette stratégie met un terme à la détente : il n'y a plus aucun sommet américano-soviétique entre juin 1979 et novembre 1985. La course aux armements reprend, comme le montre la crise des euromissiles (en l'Union soviétique avait déployé des missiles **SS 20** à partir de 1976, le 12 décembre 1979, les pays de l'OTAN décident de développer des programmes de missiles équivalents, les **Pershing** qui seront installés en 1983). L'IDS (l'**Initiative de défense stratégique**), annoncée par Reagan en 1983, est un défi lancé à l'URSS : elle oblige l'économie soviétique à accomplir d'énormes efforts technologiques.

Les deux superpuissances ne respectent plus la logique des blocs : les Soviétiques et les Cubains s'aventurent dans « l'arrière-cour » des Etats-Unis, qui répliquent en armant la guérilla antimarxiste au Nicaragua et en renversant par la force le régime socialiste de la Grenade (1983). Inversement, les Américains s'opposent à une intervention militaire de l'URSS en Pologne (1981) et financent le syndicat d'opposition *Solidarnosc*.

La détérioration du climat international est évidente, quand la classe soviétique abat un avion civil sud-coréen égaré (1983) ou quand les Etats-Unis bombardent la Libye, accusée de soutenir le terrorisme (1986).

3) L'effritement des blocs

Mais tout cela ne doit pas masquer les limites du système bipolaire, déjà visibles au cours des années 1970. Les tensions s'accroissent à l'intérieur des blocs. L'URSS, dont les dirigeants meurent les uns après les autres (Brejnev en 1982, Andropov en 1984, Tchernenko en 1985), s'enlise dans la guerre d'Afghanistan. Au sein du bloc occidental, la concurrence économique entre les Etats-Unis, le Japon et l'Europe s'exacerbe. La guerre des Malouines oppose en 1982 la Grande-Bretagne, pilier de l'OTAN, et l'Argentine, le plus fidèle allié de Washington en Amérique latine. En soutenant les Britanniques, les Etats-Unis perdent une bonne partie de leur crédibilité dans le continent américain.

Certains conflits dans le Tiers-Monde échappent totalement à la régulation bipolaire. Le meilleur exemple est la guerre Iran-Irak, qui fait un million de morts entre 1980 et 1988.

4) La fin de la bipolarité (1985-1991)

En 1985, le nouveau secrétaire du PCUS **Mikhaïl Gorbatchev** incapable de gérer une présence planétaire de plus en plus affaiblie en Asie comme en Amérique centrale, en difficulté en Afghanistan, décide de relancer la détente. **Gorbatchev** lance alors un vaste programme de restructuration (« *perestroïka* ») et de transparence (« *glasnost* »). Cette volonté de changement n'empêche pas l'effondrement du système soviétique. Les Etats-Unis sont aussi aux prises avec une grave crise budgétaire et sociale. Dès lors, les deux Grands parlent d'un « *monde contradictoire mais interconnecté et interdépendant* ». Cette nouvelle détente favorise la reprise du dialogue Est/Ouest avec les accords mettant fin à la bataille des euromissiles la reprise des négociations sur le désarmement et la résolution de plusieurs conflits (Nicaragua, Afghanistan, Namibie, Cambodge).

L'effondrement des démocraties populaires entre 1989 et 1991 (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie), l'implosion de l'URSS à partir de 1990, la dissolution du Pacte de Varsovie et du CAEM en 1991, la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989 et la réunification de l'Allemagne le 3 octobre 1990 entraînent la disparition du bloc de l'Est et la fin de la bipolarisation du monde.

Conclusion

Les relations Est/Ouest ont été marquées par une guerre froide violente (1947-1953), une pause relative (1953-1975), une reprise de la tension (1975-1985) et une détente (1985-1991). La fin de la confrontation entre les deux blocs ouvre pour les relations internationales une nouvelle ère dans laquelle les Etats-Unis entendent jouer un rôle de superpuissance et de gendarme planétaire. Mais l'effacement de la bipolarité Est/Ouest donne aussi une acuité nouvelle à la question des rapports Nord-Sud.

L3 : LA CHINE DE 1945 AUX ANNEES 1990

L'histoire contemporaine de la Chine est marquée d'abord par la naissance incertaine d'une république puis par une longue lutte entre communistes et capitalistes pour la conquête du pouvoir; qui tourne à l'avantage des communistes aboutissant à partir d'octobre 1949 à la mise sur pied d'une république populaire en Chine. Ainsi, l'empire du milieu apparaît comme un laboratoire d'expériences observé avec le plus grand intérêt par les autres pays en voie de développement mais aussi par les pays développés.

I. La défaite des nationalistes:

A la fin de la guerre en Extrême-Orient (Août 1945), **Mao Zedong** et ses hommes appuyés par les soviétiques occupent la Mandchourie et tout le nord de la Chine.

Les nationalistes de **Tchang Kai Tchek** sont maîtres du sud et du centre du pays; bénéficiant d'une aide militaire des américains. Mais devant leur attitude attentiste à l'égard des japonais pendant la guerre, la corruption du Guomindang, l'inflation galopante, ils ne pourront résister à l'engouement et à la détermination des communistes qui apparaissent aux yeux de la population comme les véritables défenseurs de la patrie car ayant farouchement combattu l'ennemi nippon.

C'est ainsi qu'entre 1948 et 1949, l'armée communiste dirigée par **Lin Biao** défait celle des nationalistes conduite par **Duyumin**. Tchang se réfugie à Formose dans l'île de Taiwan avec les débris de son armée. La guerre civile se termine, et la république populaire Chine est proclamée le 1er octobre 1949 à Pékin.

II. La reconstruction 1949 - 1952 :

En 1949 l'économie chinoise est à genoux à cela s'ajoute des problèmes alimentaires et l'absence d'investissements dans l'industrie. C'est pourquoi dès 1950, Mao entreprend une série de mesures pour essayer de redresser la situation.

Sur le plan économique, il nationalise l'industrie et l'agriculture où il distribue des terres aux paysans pauvres en leur donnant les moyens de leur mise en valeur.

Sur le plan social, une nouvelle loi sur le mariage voit le jour mettant fin à la dépendance absolue de la femme. L'infanticide, les fiançailles précoces, les mariages forcés, la prostitution sont interdits.

Sur le plan politique, l'accent est mis sur la formation des cadres et la sensibilisation des populations sur les fléaux comme le gaspillage, la corruption et la fraude.

Sur le plan religieux, les religions non orthodoxes sont interdites.

III. Le premier plan quinquennal 1953-1958:

En 1953, la Chine entame le plan quinquennal largement inspiré du modèle soviétique. D'ailleurs l'URSS fournit des équipements, des « usines clés en main », des techniciens (12000 à la Chine). Elle forme aussi 7000 chinois. Ce plan vise en grande partie le développement de l'industrie car recevant 58% des investissements dont près de 50% dans le secteur lourd. L'agriculture est toujours collectivisée. Toutefois, il convient de dire que la Chine n'a pas réussi sa tentative d'imitation du grand frère soviétique dans la mesure où ce plan de « forcing » économique et de socialisation accélérée se révèle être peu créateur d'emplois et inadapté aux réalités chinoises. Cette situation d'échec apparent entraîne des explosions de mécontentement et une certaine méfiance à l'égard du parti communiste chinois.

Ainsi pour ne pas voir la situation lui échapper, Mao lance « la campagne des cents fleurs » en 1956 qui offre une liberté d'expression et de critique.

Cette ouverture démocratique sera vite refermée en 1957 face aux critiques acerbes des « droitiers » (intellectuels chinois dont certains seront traqués et mis en prison).

Une conclusion s'impose : la Chine doit inventer son propre modèle de développement car il lui faut compter sur ses propres forces.

Elle se démarque ainsi de plus en plus de la voie soviétique de développement.

IV. Le grand bond en avant 1958-1961:

Après l'échec du plan quinquennal, Mao lance le « grand bond en avant » qui demande aux chinois de fournir un effort exceptionnel dans le but de rattraper en quelques années les puissances occidentales. Ainsi les objectifs du premier plan sont abandonnés tout comme la politique antinatalistes car Mao estime que « **un homme c'est une bouche à nourrir et deux bras pour travailler** ». Donc la population nombreuse apparaît à ses yeux comme un atout pour le

développement. La nouvelle stratégie invite la Chine à « **marcher sur ses deux jambes** » c'est à dire développer en même temps l'agriculture et l'industrie (doubler la production céréalière en même temps que celle de l'acier en un an). Mais finalement de 1959 à 1961 la Chine traverse une période de grand bond en arrière du fait du manque d'organisation et l'épuisement des hommes et de la mauvaise qualité de la production d'acier. En conséquence, la tendance de **Liu Shaoqi**, favorable à une libéralisation partielle de la production connaît une ascension fulgurante dans la vie politique. Le régime communiste vacille, Mao est mis en minorité au sein du PCC. Il doit abandonner la présidence du parti à Liu Shaoqi. Mais il contre-attaque et lance la grande révolution culturelle prolétarienne. Sur le plan idéologique, la rupture avec l'URSS est consommée car Mao critique dès 1958 la coexistence pacifique de **Khrouchchev**.

V. La grande révolution culturelle prolétarienne de 1965:

Malgré le semblant succès de **Liu Shaoqi**, Mao tenait fermement l'armée par Lin Biao et pouvait compter sur le soutien de Zhou Enlai (1er ministre).

Ainsi en janvier 1965 il fait adopter par le bureau politique une série de mesures mettant en cause le clan de **Liu Shaoqi** qu'il qualifie de « gens qui suivent la voie capitaliste ». Dès la fin de l'année 1965, des représailles sévères sont menées contre les personnalités favorables à la politique de **Liu Shaoqi**. Cela s'est fait grâce à l'accord de jeunes chinois imbus des valeurs socialistes, regroupés sous le nom de « gardes rouges ». Officiellement, Mao prétend combattre les « quatre anciennes » : anciennes coutumes, anciennes habitudes, anciennes cultures et anciennes manières de penser. En réalité, il cherche à éliminer ses principaux adversaires **Liu Shaoqi** et **Deng Xiaoping** et à récupérer le pouvoir.

Le bilan économique et humain de cette révolution est lourd (2 millions de victimes). Cependant vers 1969, la Chine entre dans une période de reconstruction et accède à la scène internationale. Elle devient membre permanent du conseil de sécurité de l'Onu en 1971 et reçoit le président américain Nixon en visite officielle à Pékin en Février 1972. La fin de la révolution culturelle prolétarienne est annoncée en 1977, un an après la mort de Zhou Enlai (8 janvier 1976) et Mao (9 septembre 1976). Cette année 1977 marque la défaite des radicaux maoïstes (la bande des quatre dont la femme de Mao Jiang Qing) et le rétablissement de Deng Xiaoping à la tête du parti et de l'État.

VI. L'après Mao ou l'ouverture vers l'extérieur:

A partir de 1977, la politique des « 4 modernisations » (idée de Zhou Enlai de moderniser l'agriculture, l'industrie, la recherche et la défense nationale) devient la doctrine officielle. Le « grand bond en avant » est considéré comme un « grand bond en arrière ». Entre 1977 et 1982 l'agriculture est pratiquement décollectivée. Les communes populaires disparaissent. L'industrie lourde reste entre les mains de l'État mais l'autonomie des entreprises est renforcée et les prix libérés.

L'entreprise privée est autorisée dans les industries de consommation. L'économie s'ouvre de plus en plus sur l'extérieur. La Chine entre au FMI et la BM en 1980. Des zones économiques spéciales (ZES) sont créées à partir de 1978 sur le littoral pour attirer les investissements étrangers.

Sur le plan politique, la Chine entretient des relations officielles avec les USA, le Japon et l'URSS.

Les actes de Mao sont critiqués mais sa pensée politique est intouchable c'est à dire que les changements politiques sont limités. Le massacre de la place **Tian'anmen** (3-4 juin 1989) « **printemps de Pékin** » contre les étudiants et les intellectuels qui réclamaient plus de démocratie montre que les libertés fondamentales sont bafouées (plus de 700 morts).

Lors du 14^{ème} congrès du PCC (octobre 1992), la politique d'économie de marché socialiste est lancée. En 1993, la Chine devient le deuxième pôle d'investissement derrière les USA.

CONCLUSION:

Pays longtemps replié sur lui-même, la Chine s'est engagée dans la voie socialiste pour se développer. Après la mort de **Mao Zédong**, Deng Xiaoping met en œuvre un socialisme pragmatique et apparaît comme le précurseur de la « **perestroïka** » à la chinoise.

Cependant des limites sont imposées au modèle chinois, ainsi le peuple réclame-t-il avec insistance une « cinquième modernisation » : **la démocratie**.

L 4 : LES CAUSES GENERALES DE LA DECOLONISATION

Introduction :

La décolonisation est le processus historique par lequel des peuples colonisés se sont libérés de la domination des puissances européennes. Ce mouvement est dû à des facteurs internes et externes.

I. Les causes externes de la décolonisation :

Ce sont des encouragements qui ont précipité la ruine des empires coloniaux.

1. L'impact de la seconde guerre mondiale :

Les défaites rapides de la France, de la Belgique et des Pays-Bas ont porté un coup sévère au prestige des colonisateurs. En Asie, l'occupation japonaise va fortement influencer l'émancipation des peuples sous domination. En effet, les nippons appelaient les peuples asiatiques à s'unir à eux pour lutter contre les envahisseurs blancs. C'est ainsi que l'empire du soleil levant accorda l'indépendance à tous les territoires qu'il contrôlait au lendemain de sa défaite en 1945.

Les milliers des soldats fournis par les colonies reviennent de la guerre transformés et réclament une contrepartie pour leur sacrifice. A ce propos le professeur **Iba Der Thiam écrit** : « la guerre permet à plusieurs milliers d'africains de découvrir l'Europe et la France, (...) d'entrer en contact avec une autre perception de l'homme blanc, si différente souvent de celle qu'ils avaient connue, et de revenir profondément transformés. »

Il y a aussi la charte de l'Atlantique(1941) qui avait proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Grande Bretagne, signataire de cette charte ne pouvait, à la fin de la guerre, refuser ce droit aux peuples colonisés.

2. L'anticolonialisme des deux « grands » :

Les deux « grands » rivalisaient dans la promotion de la liberté des colonisés. Leur action n'est pas désintéressée, mais elle a permis d'accélérer le processus de décolonisation.

Les Usa, anciennes colonies, voulaient faire appliquer le régime de la « **porte ouverte** » afin d'avoir accès aux marchés et matières premiers des pays colonisés.

C'est ainsi que les usa donnent l'exemple en accordant l'indépendance aux Philippines en 1946. Cependant, les Usa ne favorisent l'indépendance que là où ils pensent qu'elle peut barrer la route au communisme.

La politique anticoloniale de l'Urss est plus idéologique que des Usa. L'idéologie marxiste-léniniste, qui prétend que : « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » ; séduit de nombreux nationalistes comme **Hô Chi Minh** (Vietnam), **Agostino Néto** (Angola), **Samora Machel** (Mozambique), **Majmout Diop** (Sénégal), **Amilcar Cabral** (Guinée Bissau).

3. L'action de l'ONU :

La charte des nations unies de 1945 en son article premier, proclame « **l'égalité des droits des peuples et leur droit à disposer d'eux-mêmes** ». Or la colonisation ne respecte en rien ces droits. L'**ONU** va ainsi veiller à ce que les puissances coloniales prennent effectivement des mesures pour amener progressivement à l'indépendance les peuples dont ils ont provisoirement la charge c'est-à-dire les pays sous tutelle. En même temps, l'ONU va très vite devenir une tribune mondiale pour les porte-paroles des pays colonisés (Chine, Inde, Indonésie). Il précise que l'Onu n'a pas les moyens d'imposer la décolonisation. Elle ne pouvait user que de pressions morales.

II. Causes internes de la décolonisation :

Il s'agit de facteurs qui ont favorisé et accéléré la prise de conscience des peuples dominés.

1. La colonisation elle-même :

La colonisation a déséquilibré les économies, désorganisé les sociétés traditionnelles, entraîné des rancœurs à l'égard des colons et provoqué l'émergence d'une nouvelle élite intellectuelle. Tout ceci va favoriser une prise de conscience et l'éclosion d'un sentiment national.

2. L'essor du nationalisme et les groupes moteurs de la décolonisation :

Les syndicats et les intellectuels ont joué un rôle déterminant dans l'essor du nationalisme des pays dominés. Les syndicats ne se sont pas limités à des revendications concernant les conditions de travail mais ils ont œuvré pour la liquidation du régime colonial. Exemple : la CGT, UGTAN, FO. Ces syndicats seront surtout soutenus par des partis politiques qui sont généralement animés par des élites formées dans les universités occidentales : **Nehru** (1889-1964), **Ferhat Abbas** (1899-1985) et **Houphouët Boigny** (1905-1993) issus de la bourgeoisie locale, **Sékou Touré** (1922-1984) qui vient du syndicalisme ouvrier, **Senghor** (1906-2001), **Bourguiba** (1901-2000), **Lumumba** (1925-1961), **Gandhi** (1869-1948) de l'élite européenne. Nous avons aussi l'action des combattants, les étudiants (**FEANF** par exemple), les intellectuels qui luttent contre l'aliénation culturelle.

3. L'émergence du tiers-monde :

Le français **Alfred Sauvy** affirme en 1952 que « ce tiers-monde ignoré, exploité, méprisé comme le tiers-état, veut, lui aussi, être quelque chose » (l'observateur, Août 1952). En effet, le tiers-monde va constituer une force politique pour la prise en charge de la question des indépendances lors des conférences de Bandung (18-24 Avril 1955) ; du Caire (1957) et Accra (1958). Nous avons aussi le rôle joué par les courants politiques comme le **panarabisme** (né à la fin du XIXe siècle) qui aboutira à la création de la **ligue arabe** au Caire le 22 mars 1945, l'**asiatisme** né au début du XXe siècle sous l'influence du Japon victorieux des russes en 1905, et le **Panafricanisme** mouvement parti d'Amérique au sein des noirs de la diaspora et dont le contenu est précisé lors des congrès de Paris (1919), de Bruxelles (1921), de Londres (1923), de New York (1927) et surtout de Manchester (1945). C'est une réaction contre le **racisme anti-nègre**, qui revendique d'abord la plénitude des droits politiques pour les africains puis l'indépendance.

Conclusion :

Les relations internationales ont été marquées, au lendemain de la seconde guerre mondiale par le mouvement de la décolonisation des pays d'Afrique et d'Asie. Bénéficiant d'un contexte international favorable, les nationalistes étaient toutefois conscients qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. L'indépendance fut soit **octroyée** soit **arrachée**.

L 5 : LES FORMES DE LA DECOLONISATION

INTRODUCTION :

Le processus de la décolonisation a pris principalement deux formes : la forme pacifique et la forme violente. La nature plus ou moins xénophobe des mouvements nationalistes et l'attitude des gouvernements métropolitains ou des colons plus ou moins hostiles à la décolonisation expliquent ces deux formes.

I. La décolonisation dite pacifique

Elle dite pacifique si l'indépendance est obtenue sans le recours à la lutte armée entre la colonie et la puissance coloniale. Toutefois, cette forme ne signifie pas **passivité** ou **docilité** généralisée des mouvements nationalistes. Dans certains cas, la revendication de l'indépendance est très vigoureuse même s'il n'y a pas eu une guerre de libération nationale.

Trois facteurs peuvent expliquer la décolonisation pacifique :

- **Le réalisme politique de la puissance coloniale** : il est lié en grande partie à la politique coloniale adoptée par la métropole. La grande Bretagne par exemple, par son « administration indirecte » qui accorde une plus ou moins grande responsabilité aux élites locales, a toujours accepté dans ses principes l'émancipation des colonies c'est la raison pour laquelle elle a globalement su se retirer à temps et éviter les guerres d'indépendance. La France bien qu'ayant accepté difficilement le caractère irréversible de la décolonisation, est tout de même parvenu à réussir un retrait pacifique en Afrique noire et dans une certaine mesure au Maghreb (Maroc et Tunisie) néanmoins, ce réalisme n'a pas pour autant empêché la puissance coloniale de faire recours à la force pour autant empêché la puissance coloniale de faire recours à la force pour réprimer le mouvement nationaliste : emprisonnement de leaders (**Gandhi, Nehru, Bourguiba**) exil (sultan Mohamed V à Madagascar), émeutes (répression de marches en **Gold Coast**) par exemple.
- **L'existence d'une élite disposée au compromis** : le dialogue le pouvoir colonial est beaucoup plus facilité par une élite politique modérée pour qui l'indépendance ne se pose pas en objectif politique immédiat. Autrement dit cette élite nationaliste est disposée à collaborer encore avec le colonisateur et accepte en conséquence toutes les réformes qu'il lui propose. Ex : le cas de la France en Afrique noire.
- **L'impact de la guerre froide** : « **la menace communiste** » a des fois contraint la puissance coloniale à lâcher du lest en laissant le pouvoir à des nationaux. D'ailleurs l'une des conditions de la politique de décolonisation de l'occident était de freiner l'avancée du communisme par exemple : en Asie, les hollandais ont préféré donner le pouvoir à **Soekarno** pour éviter l'affirmation du parti communiste indonésien comme seul mouvement indépendantiste ; en Indochine, la France a tout fait pour imposer **Bao Dai**

La décolonisation dite pacifique a eu comme conséquences le maintien des intérêts de l'ancien colonisateur dans l'ex colonie. Les liens économiques politiques et culturels sont maintenus par la création d'institution ou de structures appropriées. Exemple : les zones monétaires (CFA). En somme c'est cette forme de décolonisation qui a constitué les germes de ce qui est appelé le néocolonialisme

II. La Décolonisation dite violente

C'est une forme de décolonisation où l'indépendance est obtenue à la suite d'une lutte armée entre la colonie et la métropole. Elle éclate dans les circonstances suivantes :

- **L'entêtement du colonisateur** : il est lié le plus souvent à 3 types de pressions :
 - Le poids économique et stratégique de la colonie pour la métropole exemple : l'Indochine dont la production de riz est vitale pour son système coloniale ensuite c'est la seule colonie française d'extrême orient.
 - **L'existence de groupes de pressions sur le pouvoir colonial dans la colonie** : c'est une importante minorité de colons qui détient une bonne partie des richesses du pays et qui a peur de les perdre avec l'indépendance. C'est le cas des colonies portugaises, des deux Rhodésie (Zambie et Zimbabwe) en Afrique australe, de l'Indochine et de l'Algérie.
 - **Le rôle des forces conservatrices dans la métropole**. Exemple : pour le cas de l'Indochine, une campagne de presse est déclenchée en 1946 contre « **la politique de l'abandon** » de la France. Campagne appuyée par les

radicaux, le MPR (Mouvement Populaire Républicain), la Droite et même une partie de l'armée. Toutes ces pressions ont fini par engagées la France dans des guerres coloniales en Indochine et en Algérie. L'exemple typique de l'entêtement est le cas du Portugal qui du fait de la richesse de ses colonies ne voulait pas leur accorder l'indépendance ce qui poussa les nationalistes à prendre les armes pour se libérer.

- ***L'existence de mouvements de libération radicaux et organisés*** : c'est le cas où le mouvement de libération nationale est mûr pour revendiquer l'indépendance sans compromis, ni conditions. D'une manière générale, cette attitude est surtout notée dans les mouvements de libération **marxistes –léninistes** (Vietminh) en Indochine ou bien nationalistes comme le FLN algérien.
- ***Existence d'un soutien extérieur*** : l'entêtement du colonisateur et la radicalisation des nationalistes ont suffi pour déclencher les guerres d'indépendance. Celles-ci doivent leur durée et leur ampleur au soutien extérieur au mouvement nationaliste. Ce soutien obéit à des préoccupations idéologiques et stratégiques c'est le cas du soutien des pays socialistes aux **vietminh** et aux colonies portugaises. Ce soutien peut aussi traduire une solidarité culturelle comme l'action du monde arabe en Algérie.

De façon générale, la décolonisation violente a entraîné une rupture brutale et totale entre l'ancienne colonie et la métropole. Comme le redoutait l'occident, ces nouveaux Etats renforcent le camp socialiste. Dès lors, la lutte s'intègre dans la guerre froide : les occidentaux tentent de déstabiliser ces nouveaux pays en soutenant de la guérilla comme **l'UNITA** (Angola) et la **RENAMO** (Mozambique).

Conclusion :

Quelle que soit la forme revêtue, le tiers-monde accéda à la souveraineté qu'au prix de multiples sacrifices en raison de la ténacité de l'occident avide de domination.

Néanmoins, les Etats nouvellement indépendants continueront de subir le poids des relations internationales par le biais du **néocolonialisme** ou de la **guerre froide**.

L 6 : la décolonisation en Asie : Inde et Indochine

Introduction :

La première vague de décolonisation est née en Asie. Le nationalisme y est le plus ancien et le mieux organisé. L'Inde anglaise et l'Indochine française ont connu des formes d'émancipation différentes. En Inde, les britanniques ont su choisir la voie de la concertation, préservant ainsi l'essentiel de leurs intérêts, tandis qu'en Indochine, les français se sont engagés dans un conflit armé qui s'est soldé par un échec.

I. l'indépendance de l'Inde : un exemple de décolonisation pacifique

1. L'évolution de l'Inde anglaise jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale :

Depuis 1857, l'Inde était devenue une colonie de la couronne, dirigée par un gouverneur général, (le vice-roi des Indes). Avec 300 millions d'Habitants et le développement de la culture du riz, du thé et de l'industrie textile, l'Inde est considérée comme « Perle de l'empire colonial britannique ». Une bourgeoisie industrielle et commerciale formée dans les écoles et universités anglaises y voit le jour. En 1885, elle crée le Parti du congrès ou congrès national indien (**Indian national congress**). En 1906, c'est au tour des indiens musulmans de créer leur parti dénommé la Ligue musulmane.

Après la participation à la première guerre mondiale aux côtés de la Grande Bretagne, l'Inde s'attendait à des réformes. Mais le système de dyarchie instauré par le nouveau statut de 1919 ne satisfait pas les nationalistes indiens qui manifestent le 13 Avril 1919. Ils sont sévèrement réprimés par le brigadier général **Reginald Dyer** qui fit tirer sur la foule à Amritsar, dans le Pendjab, faisant 379 morts et 1200 blessés dans les rangs des manifestants. « Convaincu que certaines autorités anglaises ne jouent pas le jeu » **Mohandas Karamchandi Ghandi** (1869-1948) principal animateur du parti du congrès indien lance une campagne de désobéissance civile et prône l'attachement absolu aux valeurs indiennes (Août 1920) pour obtenir le « **Swaraj** » (autonomie interne) par des moyens légitimes et pacifiques.

L'efficacité de l'action de **Ghandi** oblige les britanniques à mener un ensemble de réformes. En 1935, le statut du gouvernement de l'Inde accorde une autonomie interne restreinte, la Grande Bretagne conservant le contrôle des finances, de la politique étrangère et de la police intérieure. Ces réformes seront jugées insuffisantes par le Parti du congrès qui rejette cet **Indian act**. En Août 1942, en pleine seconde Guerre Mondiale, le Parti du congrès vote la résolution « **Quit India** » par laquelle il réclame l'indépendance immédiate de l'Inde. Churchill refuse. Une campagne de désobéissance civile est lancée de nouveau, suivie d'une sévère répression qui se poursuivra jusqu'en 1945. La tension est vive, aggravée par les famines de 1943-1944.

2. L'indépendance et la partition de l'Inde :

Avec l'avènement du travailliste Clément Attlee à la tête du gouvernement britannique après la capitulation japonaise, les négociations reprennent mais butent sur l'opposition entre le parti du congrès qui souhaite la formation d'un Etat indien unique et la ligue musulmane de **Mohamed Ali Jinnah** (1876-1948) qui craint que dans un tel Etat, les musulmans soient opprimés. Ainsi ce dernier réclame-t-il la création de 2 Etats l'un pour les musulmans, l'autre pour les hindous. Tous les plans de médiation présentés par la Grande Bretagne échouent. Une violente guerre civile oppose les hindous aux musulmans. Le parti du congrès finit par accepter le principe de la partition. **Lord Mountbatten** nouveau vice-roi des Indes propose un plan de partition (Plan du 3 juin 1947), accepté par les deux partis. Le projet de loi d'indépendance est voté : le monde indien accède à l'indépendance le 15 Août 1947 mais perd son unité. En effet, l'indépendance donne naissance à deux Etats : l'Inde et le Pakistan, ayant respectivement comme premiers ministres **Jawaharlal Nehru** (1889- 1964) et **Lia quat Ali Khan** (1895-1951). Des transferts de population se font dans des effusions de sang : 6 millions d'hindous et de Sikhs quittent le Pakistan pour l'Inde et 8 millions de musulmans quittent l'Inde pour le Pakistan. Le Pakistan sera à son tour scindé en deux Etats : le Pakistan et le Bangladesh. Proclamé en 1972, le Bangladesh ne sera reconnu par le Pakistan qu'en 1974.

II. La décolonisation de l'Indochine : un exemple de décolonisation violente :

1. les débuts du nationalisme indochinois :

Les colonies françaises d'Asie du Sud-est sont regroupées en 1905 dans une confédération dite Union indochinoise, dirigée par un gouverneur général. L'Indochine dite française comprenait dans sa totalité le Cambodge (devenue protectorat en 1863), le Laos (complètement occupé en 1893) et le Vietnam avec ses trois « Ky » (provinces). Il s'agit de Tonkin au nord, d'Annam au centre et de Cochinchine au sud conquis entre 1858 et 1895. Dans ces territoires, l'administration française va faire face à de nombreux mouvements nationalistes très actifs comme celui du Parti National du Vietnam, qui décline pour céder la place au Parti Communiste Indochinois (PCI), fondé le 3 février 1930 par Hồ Chí Minh (1890-1969). Entre 1930 et 1932, une violente agitation révolutionnaire est sévèrement réprimée.

2. l'évolution politique de l'Indochine durant la seconde Guerre mondiale :

En 1941, le Japon s'empare de l'Indochine mais laisse en place l'administration Vichyste. Face à l'occupation, le PCI fonde en Mai 1941, Front pour l'indépendance du Vietnam ou Vietminh. Au même moment est fondé au Laos le front de libération **Pathet Lao** qui poursuit les mêmes objectifs que les vietnamiens. En Mars 1945, les japonais décident de balayer l'administration française. Bao Dai descendant des anciens empereurs d'Annam en profite pour proclamer l'indépendance du Vietnam. En août 1945, le Vietminh déclenche une insurrection générale qui oblige ce dernier à abdiquer. Dès l'annonce de la capitulation japonaise, Hồ Chí Minh proclame à son tour l'indépendance de la **République Démocratique du Vietnam Nord** (RDVN) avec Hanoi comme capitale le 02 septembre 1945. Conformément aux accords de Potsdam, le pays est occupé provisoirement par les troupes chinoises au nord du 17^e parallèle Nord et par les britanniques au sud de cette ligne de démarcation.

3. Le retour de la France en Indochine :

Dès la fin de la guerre, la France envisage de reconquérir l'Indochine. Des négociations commencées en Août 1945 aboutissent à la signature, le 06 mars 1946, des accords nommés **Santeny- Hồ Chí Minh**. Ces accords reconnaissent le Vietnam comme « un Etat libre avec son gouvernement, son parlement et ses finances, et faisant partie de la fédération indochinoise et de l'union française ». Mais ces accords sont torpillés sur le terrain par les initiatives militaires du nouveau haut-commissaire en Indochine, Thierry d'Argenlieu (nommé le 15 Août 1945). Au lieu d'organiser le référendum prévu en Cochinchine, ce dernier fait proclamer la république le 1^{er} juin 1946, empêchant ainsi la réalisation de l'unité du Vietnam.

La tension monte entre la France et le vietminh, surtout après l'échec de la conférence de Fontainebleau (6 juillet- 25 Août 1946).

4. la guerre d'Indochine et le triomphe des nationalistes :

Elle éclate à la suite de deux incidents :

- le **23 novembre 1946**, les français, sous la direction du colonel **Débès**, prenant prétexte d'attentats contre leurs garnison, bombardent la ville d'Haiphong faisant environ **6000** morts.
- Le 19 décembre 1946, les milices du général **Vô Nguyên Giáp** ripostent en attaquant les quartiers européens d'Hanoi faisant 200 morts. Hồ Chí Minh appelle les vietnamiens à la lutte.

De 1946 à 1949, la France mène, seule, une guerre purement coloniale. Les troupes du vietminh se retirent dans les campagnes et adoptent la guérilla avec comme slogan : « le jour aux français, la nuit aux viets ».

La France cherche alors une solution politique en contactant l'ex-empereur Bao Dai à qui elle accorde l'indépendance du Vietnam dans l'Union française (accords de la Baie d'Along) chose qu'elle avait refusé à Hồ Chí Minh. Le vietminh refuse de reconnaître le gouvernement de Bao Dai et continue le combat.

A partir de 1949, avec la victoire communiste en Chine, la guerre s'inscrit dans la guerre froide. Les vietminh sont désormais appuyés par les chinois et les français reçoivent l'aide des américains qui financent en grande partie la guerre. Mais, l'armée française va subir de nombreux revers dans ses tentatives de contrôler les axes de passages vers la Chine. La cuisante défaite de **Dien Biên Phu**, le 7 mai 1954 (15000 prisonniers français dont 3000 seulement survivront) précipite l'issue du conflit et oblige les français à négocier pour mettre fin à cette « sale guerre ». Les accords de Genève du 21 juillet 1954 consacrent la division du Vietnam de part et d'autre du 17^e parallèle nord. Le nord devient la république démocratique du Vietnam nord et le sud reste sous l'autorité de Bao Dai.

Conclusion :

Dans son ensemble, la décolonisation de l'Asie est marquée par la guerre froide. Après l'indépendance, l'Inde se rapproche de l'Urss. En Indochine, l'obsession du « **Containment** » et du « **Roll Back** » débouche sur la guerre

Vietnam. L'Asie va jouer un rôle déterminant dans la décolonisation des autres territoires comme l'illustrera la conférence de **Bandung**.

L 7 : La décolonisation au Proche- Orient : la question palestinienne et les relations israélo- arabes

Introduction :

En 1920, le **traité de Sèvres** et la **conférence de San Remo** consacrent le démembrement de l'**empire ottoman** et le passage du **Proche- Orient** sous mandat britannique et français. Si à la fin du conflit mondial les français reconnaissent l'indépendance du Liban et de la Syrie, les agitations nationalistes liées surtout, à l'hostilité entre arabes et juifs en Palestine secouent profondément cette région. Jusqu'à présent, la Palestine est une zone de tensions et de conflits entre les deux communautés malgré de nombreux efforts de paix.

I. Les origines du problème palestinien :

L'idée de la création d'un Etat juif installé en Palestine remonte à la fin du XIXe siècle avec les débuts du sionisme théorisé et fondé par **Théodore Herzl (1860- 1904)**. Il publie en **1896** son livre intitulé « **l'Etat juif : Essai de solution moderne à la question juive** ». il organise un premier congrès à **Bâles (Suisse)** en **Août 1897**, qui institua l'organisation sioniste mondiale qui revendiqua le droit de tous les juifs dispersés à travers le monde (la diaspora) de se regrouper sur la « terre des ancêtres », c'est - à- dire la Palestine considérée comme la « **terre Promise** ». Pour l'achat des terres en Palestine, un fonds national juif est créé en **1901** et l'Agence juive en **1927**. Par la **déclaration Balfour du 02 novembre 1917** le gouvernement britannique promet aux juifs l'établissement d'un « **foyer national juif** » en Palestine. Ce projet était en contradiction avec la politique britannique au Proche- Orient et son **panarabisme** (création d'Etats arabes du **Nil à l'Euphrate**). Il s'agissait en fait d'une déclaration de propagande destinée à amener les américains et les milieux financiers (le « **lobby juif** ») à continuer à combattre avec les alliés. Entre 1919 et 1939, l'organisation sioniste, aidée par les anglais, favorise l'émigration vers la Palestine des juifs d'Europe et d'Amérique (55 000 en 1919 et 455 000 en 1939). En 1939, il y avait un million d'arabes en Palestine. Pour se protéger, les juifs créent des milices d'autodéfense (Haganah, Irgoun, Groupe Stern). Le climat de terrorisme et d'émeute est constant. Le sionisme, en relation avec la finance américaine met en péril l'équilibre de la région d'où la réaction de la Grande Bretagne qui encourage le nationalisme arabe et décide à partir de 1940 d'interdire les flux d'immigrants. A l'initiative de **David Ben Gourion** une conférence sioniste (600 délégués) adopte le « programme de Baltimore » qui proclame que « la Palestine devrait constituer un **Common Wealth juif** ». Les juifs multiplient alors les attentats contre les intérêts de la Grande Bretagne qui, dépassée par les événements, confie le problème à l'ONU.

II. L'ONU et le partage de la Palestine :

Le **29 novembre 1947**, l'ONU par la résolution 181, propose un plan de partage de la Palestine. Le Plan prévoit la création de deux Etats indépendants, l'un juif et l'autre arabe. Jérusalem serait une ville internationale sous le contrôle de l'ONU. Ce partage attribue **55%** du territoire (**14000 km²**) aux juifs qui ne représentent que **34%** de la population totale à cette date (**687000 juifs**), et **45%** seulement aux arabes deux fois plus nombreux (**1 305 000 arabes**). Le plan est approuvé par les juifs mais rejetée par les arabes réunis au sein de la ligue arabe (fondée au Caire le **22 mars 1945**) qui regroupait alors l'Arabie Saoudite, l'Egypte, l'Irak, le Liban, la Syrie, la Jordanie et le Yémen du nord. Le **14 mai 1948**, à la veille du retrait des anglais, **David Ben Gourion (1886- 1973)** proclame la naissance de l'Etat d'ISRAËL, immédiatement reconnu par les USA et l'URSS. Aidés par l'incohérente hostilité des Etats arabes et le jeu trouble du Roi Abdallah de Jordanie qui négocie en secret avec les juifs pour annexer le territoire prévu pour l'Etat arabe, la voie était ouverte à la guerre dite d'indépendance par les israéliens mais qui pour les arabes, deviendra la « **Nakba** » (catastrophe).

III. Les guerres israélo- arabes :

1. La guerre de 1948 ou guerre d'indépendance :

A la suite de cette guerre menée contre cinq Etats de la ligue arabe (Egypte, Irak, Liban, Syrie et Transjordanie), Israël sort victorieux et agrandit son territoire (de plus **de 6600km²**) qui fait **désormais 78%** de la Palestine historique, occupe Jérusalem- ouest et expulse **900M** palestiniens (2/3 de la population totale). L'Etat palestinien est **mort-né**. Le reste du territoire est placé sous administration égyptienne (Gaza) et jordanienne (Cisjordanie).

2. La guerre de Suez de 1956 :

C'est un conflit armé qui a opposé, du **29 octobre au 06 novembre 1956**, la Grande Bretagne, la France et Israël à l'Egypte, après la nationalisation en **juillet 1956**, de la compagnie franco- britannique du **Canal de Suez** par le président égyptien **Gamal Abdel Nasser (1918- 1970 ; président de 1956 à 1970)**. Les opérations ont été stoppées par crainte d'une intervention des Usa et de l'URSS ; la crise a démontré l'affaiblissement de la France et de la Grande qui n'étaient plus que des puissances moyennes incapables de présider aux destinées du monde.

3. La guerre des six jours (5- 10 juin 1967) :

Pour les arabes, elle est nommée « **guerre du revers** » (**An- Naksah**). Elle fut déclenchée Israël à la suite de la fermeture du **Golfe d'Akaba par l'Egypte**. En **6 jours**, Israël occupe le Sinaï, la zone de Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem- Est et le Plateau du Golan. Le conseil de sécurité de l'ONU vote en novembre 1967, la résolution 242 qui préconise le retrait israélien des territoires occupés et reconnaissance mutuelle de tous les Etats de la région.

4. La guerre de kippour (6- 24 octobre 1973) :

Elle fut déclenchée par l'Egypte et la Syrie pour récupérer les territoires perdus. Il n'y aura ni vainqueur ni vaincu : les pertes et les gains sont équitables. Durant ce conflit les pays arabes exportateurs de pétrole font monter le **prix du brut à 10 dollars le 15 octobre 1973** et décrètent un embargo qui provoque une crise économique mondiale : c'est le **choc pétrolier**. L'OPEP s'associe aussi à cette décision. Des négociations sont entamées entre Israël et l'Egypte (sur proposition de **Nixon et Brejnev**) et débouchent sur **les accords de Camp David le 17 septembre 1978 entre Anouar El Sadate (1918- 1981, président égyptien de 1970 à 1981 assassiné le 06 octobre 1981.), Menahem Bégin (1913- 1992, premier ministre d'Israël de 1977 à 1983) ; Jimmy Carter (né en 1924, 39è président des Usa, 1977- 1981)**. Ils portent sur l'évacuation du Sinaï et l'établissement des relations diplomatiques entre Israël et l'Egypte, la résolution 338 réaffirme la 242.

5. L'intervention d'Israël dans la guerre du Liban (6 juin 1982) :

L'armée israélienne envahit le Liban (opération « **Paix en Galilée** déclenchée le **06 juin 1982** sous la direction d'**Ariel Sharon**, né en 1929, alors ministre de la défense) pour mettre fin à l'action des commandos de l'OLP. Cette invasion se superpose à la guerre civile libanaise (1975- 1990) entre les **phalangistes chrétiens** et les **musulmans du Hezbollah** appuyés par l'OLP (créée en 1964). En septembre 1982, l'OLP est obligée de quitter **Beyrouth ouest** et l'installer son siège à Tunis. Cette guerre est marquée par le massacre de **Chabra et Chatila**, deux camps de réfugiés palestiniens.

IV. Les négociations israélo- palestiniennes

Dès 1988, l'OLP reconnaît la **résolution 181 de 1947** sur le partage. Mais ce sont les **accords d'Oslo**, signés le **13 septembre 1993** sur le perron de la maison blanche entre **Yasser Arafat et Yitzhak Rabin (1922- 1995)** qui constituent le point de départ des négociations entre israéliens et palestiniens qui se fondent sur la résolution 242. Elles devaient durer **5 ans, de mai 1994 à mai 1999**, et aboutir à la proclamation de l'Etat palestinien. Mais elles butent sur les points suivants :

- **La question des territoires et des frontières** : L'OLP demande le retrait israélien des territoires occupés et compte créer un Etat. Elle fonde sa position sur la résolution 242. Israël refuse tout retrait sur les lignes du **04 juin 1967** et voudrait annexer **30 à 40%** de la Cisjordanie. Le bouclage systématique des territoires « autonomes » après chaque attentat rend la vie quotidienne insupportable.
- **Les colonies** : on dénombre 150 à 200 colonies juives. Depuis 1967, Israël mène une politique systématique de colonisation pour rendre impossible la continuité du territoire palestinien et la création d'un Etat palestinien. Se fondant sur la résolution 465 de 1980 du conseil de sécurité de l'ONU, l'OLP demande le démantèlement des colonies.
- **Les réfugiés palestiniens** : on recense plus de **3,7 millions de réfugiés palestiniens** réparties dans **59 camps** installés dans les pays voisins et gérés par l'UNRWA (office de secours et des travaux des nations unies pour les réfugiés de la Palestine). Se fondant sur la résolution 194 du conseil de sécurité du 11 décembre 1948, les palestiniens réclament le « droit au retour ». Israël s'y oppose et demande l'installation définitive des réfugiés dans les pays d'accueil grâce à l'aide internationale.
- **Le statut de Jérusalem (Al Qods)** : l'enjeu de la ville est le contrôle des lieux saints de la vieille ville de Jérusalem- Est. La zone de **Haram el- Charif** ou Dôme du rocher où se trouve la mosquée **Al- Aqsa** est contiguë au Mur des lamentations, ruines de l'ancien temple détruit par les romains. Pour les israéliens, la

mosquée **Al-Aqsa** est édifée sur les vestiges temple de Salomon qu'ils veulent reconstruire. Pour rechercher les vestiges, des fouilles entreprises sous les lieux saints musulmans provoquent des protestations car elles menacent la stabilité des monuments islamiques. En plus, des groupes extrémistes juifs ont essayé à plusieurs reprises de faire sauter la mosquée. Israël voudrait faire de cette ville réunifiée sa « capitale éternelle ». Pour les palestiniens, la partie Est, est un territoire occupé qui doit être évacué et devenir leur capitale. L'Etat d'Israël menait également des négociations séparées avec la Jordanie (sur la question de l'eau) et avec la Syrie (sur la restitution du plateau du **Golan**).

V. Une paix introuvable, impossible ?

Même si en 1988 l'OLP reconnaît la résolution 181 sur le partage, de même palestiniens et israéliens se reconnaissent mutuellement depuis le **13 septembre 1993**, le processus de paix est dans une impasse malgré l'accord de **Wye Plantation d'octobre 1998** par lequel Israël accepte de rétrocéder **13% des territoires occupés** à l'autorité palestinienne. Cette rétrocession s'est arrêtée à **2%**. Malgré la décision prise par **Ehud Barak** d'évacuer une partie des territoires occupés du Liban et du Golan syrien, le processus de paix est interrompu par plusieurs faits saillants :

- L'échec des sommets de Camp David (juillet 2000) et de **Charm el- Cheikh** (octobre 2000) ;
- Le déclenchement de la seconde Intifada appelée Intifada **d'Al-Aqsa le 30 septembre 2000** ;
- L'arrivée au pouvoir **d'Ariel Sharon** qui remet en question les accords **d'Oslo** ;
- L'escalade de la violence.

A partir de 2002, le dossier palestinien est confié au **quartet** (ONU, Etats- Unis, Union Européenne et Russie) qui publie **le 30 avril 2003 la « feuille de route »** (« Road Map »). Mais tous les efforts de paix sont réduits à néant à cause de la politique de Sharon qui a entraîné la construction en Cisjordanie d'un mur de séparation (le « mur de sécurité »). Ainsi toutes les initiatives de paix n'ont jamais abouti jusqu'à présent. La guerre de Gaza en 2008 entre les activistes du Hamas et Tsahal (l'armée israélienne) démontre la fragilité de la paix dans le Proche- Orient. Les raids israéliens ont fait plus de 1000 morts en moins d'un mois. Les dossiers « chauds » restent en suspens : soit ceux des réfugiés palestiniens, du statut de Jérusalem, l'avenir des colonies juives, la délimitation des frontières, etc.

Conclusion :

Le problème palestinien est très préoccupant et continue de déstabiliser le Proche- Orient. Malgré des tentatives de solution, cette partie du monde reste une poudrière où Kamikazes palestiniens et soldats de Tsahal continuent de faire des victimes. La mort de **Yasser Arafat**, le **11 novembre 2004**, le retrait **d'Ariel Sharon** de la vie politique, la victoire du **Hamas** aux législatives de **2006** et la crise politique avec le **Fatah** qui s'en est suivie, puis la réconciliation entre eux , après plus de quatre ans de guerre fratricide et la perspective de la **proclamation de l'Etat palestinien en septembre 2011**, lors de l'assemblée générale des nations unies, sont autant de faits saillants qui décideront sans doute de l'issue de ce vieux conflit.

L 8: La décolonisation au Maghreb : l'Algérie

Introduction :

Contrairement au Maroc et à la Tunisie qui étaient les protectorats, l'Algérie de par son importance est une colonie directement administrée par la France car abritant plus d'un million de français les « pieds noirs » et renfermant d'énormes réserves de gaz et de pétrole. En effet, l'Algérie devient une colonie française dès la première moitié du XIX^e siècle. C'est pour toutes ces raisons qu'elle a connu une décolonisation difficile et violente.

I. Naissance et affirmation du nationalisme algérien :

Le nationalisme algérien est réveillé par la profonde inégalité sociale qui existe entre les deux principales communautés qui peuplaient l'Algérie : les musulmans et les « pieds noirs » ou français d'Algérie. Ces derniers (800 M en 1931) occupent les meilleures terres et se considèrent comme des algériens à part entière car ayant pris part à la mise en valeur du pays. Les musulmans majoritaires (5,5 millions en 1931) vivent dans la misère avec de petits lopins de terre qu'ils cultivent avec des techniques archaïques. Certains d'entre eux étaient même obligés de travailler comme ouvrier agricole pour les « pieds noirs » en échange de faibles rémunérations. Tous ces facteurs expliquent le succès et la popularité des mouvements nationalistes algériens. Entre les deux guerres, plusieurs d'entre eux ont vu le jour :

- « Les jeunes algériens », mouvement essentiellement formé d'une élite de citadins qui revendiquent l'extension des droits des musulmans. Parmi ses membres figure **Ferhat Abbas** (1899- 1985) ;
- L'Association des Oulémas fondée en 1931 par **Ben Badis** et formée de lettrés musulmans, qui réclame un pouvoir musulman et arabe et refuse l'assimilation. Elle introduit l'idée d'une patrie algérienne. Sa devise est : « l'Islam est ma religion, l'arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie » ;
- Le parti du peuple algérien (PPA) ou Etoile nord- africaine, né des cendres du courant populiste et révolutionnaire créée par **Messali Hadj** (1898- 1974) en mars 1926. Il réclame l'indépendance de l'Algérie avec le concours de la France.

Des années 1940 à 1954, la France sera d'abord intransigente entre 1942 et 1947 à toute idée d'autonomie ou d'indépendance de l'Algérie qu'elle considère comme un département d'une importance capitale. Ceci va radicaliser le mouvement nationaliste. La parfaite illustration en sera la rédaction du « Manifeste du peuple algérien » par Ferhat Abbas le 03 Février 1943 dans lequel il dénonce le colonialisme et réclame la création d'une Algérie démocratique, autonome et fédérée à la France, proposition sera rejetée par la métropole qui propose la citoyenneté française aux intellectuels musulmans et l'accès au collège électoral ; ce que les nationalistes jugent insuffisants.

Le 08 mai 1945, jour de la capitulation allemande, des émeutes sanglantes éclatent à Sétif en Kabylie. La répression de l'armée française et des milices colons sera très musclée (environ 8000 morts). Ces événements conduisent à la rupture définitive entre les deux communautés. En 1947, l'Algérie est dotée d'un statut particulier qui déçoit les musulmans et accroît les frustrations. Cela s'explique par le fait que la population autochtone est sous- représentée à l'assemblée algérienne car ayant le même nombre de sièges (60) que les « pieds noirs » 8 fois moins nombreux. Bref cette nouvelle assemblée est taillée sur mesure pour préserver les intérêts des « pieds noirs » qui truquaient les élections, éliminaient les nationalistes radicaux au profit des musulmans dociles et modérés. C'est ainsi que les chefs nationalistes Ahmed Ben Bella (né en 1916), Mohamed Boudiaf (1919- 1992), Hocine Ait – Ahmed (né en 1926) créent l'ALN (armée de libération nationale) bras armé du FLN, après la défaite française de **Diên Biên Phu** en 1954. Ils considéraient que seule la lutte armée pouvait amener l'Algérie à l'indépendance.

II. La guerre et la marche vers l'indépendance (1954 à 1962) :

→ **Les débuts du conflit 1954- 1958:** le 1^{er} novembre 1954, le FLN lance une série d'attentats contre les intérêts français dans le pays. Les émeutes du Constantinois le 20 et 21 août 1955 où l'assassinat de citoyens français

entraîne une grande riposte de l'armée de la métropole qui tue **12000 musulmans**, marque le début de la guerre. Le gouvernement **d'Edgar Faure** renforce les troupes françaises d'Algérie qui passent de **50 000** à **400 000** hommes en 1956. Le FLN aussi renforce ses rangs et s'implante dans les villes et multiplie les actes de guérilla et bénéficie du soutien du Maroc, de la Tunisie et de l'Égypte de Nasser. L'armée française se lance dans la bataille d'Alger pour y déloger les insurgés, le bilan est lourd du côté indépendantiste. La guerre fait rage ce qui oblige les français à user de la torture, un acte qui émeut l'opinion publique de la métropole.

→ **La marche vers l'indépendance (1958- 1962)** : un certain nombre d'événements vont conduire à l'indépendance algérienne entre 1958 et 1962 :

- Le 18 février 1958, l'armée française bombarde le village tunisien de **Sakhiet sidi Youssef** pour y détruire les bases du FLN.
- Le président tunisien **Bourguiba** porte l'affaire devant l'ONU avec le soutien des pays arabes et de l'URSS. On assiste alors à l'internationalisation du conflit car dans la foulée les USA et la **Grande Bretagne** font pression sur la France pour qu'elle trouve un compromis avec les nationalistes.
- Les « **pieds noirs** » se révoltent car étant persuadés que leur pays va finir par les abandonner en donnant l'indépendance à l'Algérie. Ce qui va entraîner le retour **De Gaulle** au pouvoir en Mai 1958.
- Le 19 septembre 1958, le FLN crée au Caire le gouvernement provisoire de la république algérienne (**GPRA**) présidé par Ferhat Abbas.
- Le 16 septembre 1959, sous la pression internationale afro - asiatique notamment au niveau des nations-unies, De Gaulle se prononce pour le droit des algériens à l'autodétermination.
- Les « **pieds noirs** » se sentant trahis manifestent de nouveau c'est la semaine des barricades à Alger en janvier 1960.
- Le 08 janvier 1961, les français approuvent par référendum le droit à l'autodétermination du peuple algérien.
- Le 21 Avril 1961, putsch en vain des généraux partisans de l'Algérie française (**Salan, Jouhaud, Zeller et Challe**) qui avaient créé l'OAS (organisation armée secrète). Malgré tout De Gaulle engage des négociations avec le FLN qui s'ouvre le **18 Mai 1961**.
- Le **19 Mars 1962**, le FLN et le gouvernement français signent les accords d'Evian qui scellèrent l'indépendance de l'Algérie qui sera proclamée le **03 juillet 1962** ; après 10 mois de longs et difficiles pourparlers.

Conclusion :

La guerre d'Algérie a fait près de 300 M victimes côté français et 1 million côté musulman. Elle a entraîné de profonds bouleversements politiques en France avec la chute de la IV^e république (1946- 1958) et le retour de De Gaulle aux affaires qui installa la v^e **république le 27 Mai 1958**. Elle a surtout provoqué des migrations de grandes envergures avec le rapatriement des « **pieds noirs** » et des « **Harkis** » (algériens ayant combattu aux côtés des français) vers la métropole. Les stigmates de ce conflit continuent toujours de miner les relations franco- algériennes.

L 9 : LA DECOLONISATION EN AFRIQUE NOIRE

Introduction

La décolonisation en Afrique noire a débuté en **Gold Coast** pour s'étendre aux autres régions de l'Afrique occidentale. L'implantation d'une administration indirecte a rendu précoce l'éveil du sentiment national contrairement au système administratif direct de **la France qui a cherché à étouffer les mouvements nationalistes**. L'**entêtement du Portugal** pousse les mouvements nationalistes à faire recours à la voie des armes pour arracher leur indépendance.

I. LA DECOLONISATION EN GOLD COAST

La **Gold Coast** fut un territoire sous domination coloniale britannique. Les Anglais se sont intéressés à ce territoire en raison de ses importantes ressources minières : or, bauxite, diamant, manganèse, etc. Ils y ont introduit l'agriculture de plantation notamment le cacao. Son évolution politique était amorcée avant la première guerre mondiale. Dès **1925**, la **Gold Coast** était dotée d'une Constitution faisant participer les chefs traditionnels au Conseil législatif. Cette Assemblée, formée de l'ancienne aristocratie noble, est vivement contestée par les intellectuels et la bourgeoisie commerçante qui réclament à être associés à la gestion des affaires du pays.

Après la Seconde Guerre mondiale, la **Constitution** de **1946** du Gouverneur **Sir Alan Burns** introduit des réformes accordant la majorité aux Africains dans le Conseil législatif qui restent minoritaires dans le Conseil exécutif. En **1947** est fondée l'**UGCC (United Gold Coast Convention)** avec comme leaders **J. B. Danquah** et **Kwame Nkrumah (1909-1972)**.

Ce contexte historique est marqué par une crise économique et des tensions sociales : baisse des cours du cacao, maladie des cacaoyers (**swollen shoot**), ruine des bourgeois planteurs, mécontentement des anciens combattants qui réclament l'indépendance qui venait de s'imposer en Inde.

En **1948**, une manifestation pacifique des anciens combattants dégénère en émeutes et gagne le reste du pays (**29** morts et **257** blessés). Les Anglais réagissent par l'arrestation des leaders de l'**UGCC**.

En **1949**, le mouvement nationaliste se fissure avec la création d'un nouveau parti politique par **Kwame Nkrumah** : le **Convention People's Party (CPP)** qui étend rapidement son influence.

A la suite des émeutes, le gouverneur avait créé une Commission de réforme constitutionnelle présidée par le juge **Coussey**. En **1950**, une nouvelle Constitution est promulguée. Elle remplace le Conseil législatif par une Assemblée nationale, le Conseil exécutif par un cabinet ministériel de **11** membres dont **8** Africains. Frustré par cette Constitution qui n'envisage pas un « **self government** », le **CPP** organise des manifestations sanctionnées par l'arrestation de Kwame **Nkrumah**.

Les élections de février 1951 sont gagnées par le CPP (34 sièges sur 38). Nkrumah, libéré, devient Premier Ministre. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire coloniale, un Noir est appelé à la direction de son pays.

Malgré les agissements de l'opposition conservatrice, (chefs traditionnels, bourgeoisie) qui voulait la partition du pays en ravivant les rivalités ethniques et religieuses, **Nkrumah** a pu manœuvrer avec habileté pour maintenir un Etat unitaire. Les élections de **1956** donnent la majorité des sièges au **CPP** (72 sur 104). Le **6 mars 1957**, l'indépendance est proclamée et la Gold Coast prend le nom de **Ghana** conformément à la vision panafricaniste de **Kwame Nkrumah**.

II. LA DECOLONISATION AU SENEGAL

L'émancipation de la colonie du Sénégal s'inscrit dans le contexte de la décolonisation de l'**AOF**, dont **Dakar** était la capitale. Les germes de cette évolution semés à **Brazzaville** en **1944** aboutissent à l'indépendance en **1960**.

La **Conférence de Brazzaville**, sur l'initiative du **CFLN** s'est tenue en janvier **1944**, **sans la participation des Africains**. Elle réaffirme l'emprise de la France sur ses colonies en écartant toute idée d'autonomie.

Dans le cadre de l'**Union Française**, à partir de **juin 1946**, le Sénégal devient un territoire d'outre mer. Les députés socialistes de la **SFIO**, **Lamine Guèye** et **Léopold Sédar Senghor (1906-2001)** vont représenter le Sénégal au Parlement métropolitain. Le Sénégal, en outre, dispose d'une **Assemblée territoriale** dirigée par **Ibrahima Seydou Ndao**.

Avec la loi **Lamine Guèye** de **1946**, supprimant le régime de l'indigénat, **le poids électoral des communes est transféré vers les campagnes**.

En **1948**, la scission intervient au sein de la **SFIO**. **Senghor**, qui a opté pour le socialisme africain indépendant qui entend s'appuyer sur les masses rurales, crée le **BDS**. Les élections législatives de **1951** sont gagnées par le **BDS**. **Senghor** et **Mamadou Dia** rejoignent au Parlement le groupe des **IOM (Indépendants d'Outre Mer)** qui défendent la thèse fédéraliste.

Le contexte international transforme la politique coloniale de la France : défaite française de **Dien Bien Phu** en **1954**, **guerre d'Algérie** déclenchée en **1954**, **Conférence de Bandung** de **1955**, **pression** exercée par les superpuissances et l'**ONU** en faveur de l'indépendance.

La France, le **23 juin 1956**, revoit sa politique coloniale basée sur l'assimilation en votant une **loi cadre** dite loi **Gaston Defferre** (du nom du Ministre français d'Outre-Mer). Cette loi, conçue avec l'aide de **Houphouët-Boigny (1905-1993)**, introduit le **suffrage universel** dans chaque territoire qui a son **Assemblée** et son **exécutif local** ou **Conseil de Gouvernement** présidé par le **Gouverneur**. Le Gouverneur général devient Haut-Commissaire. La loi cadre a pour conséquence la suppression des fédérations de l'**AOF** et de la l'**AEF** et la division de la classe politique africaine entre **fédéralistes** (**Senghor, Modibo Keïta**) et **territorialistes** (**Houphouët-Boigny, Léon M'Ba**).

L'émiettement politique qui en résulte a été considéré par **Senghor** comme une voie à la « **balkanisation** » de l'Afrique occidentale.

Aux élections de **1956**, le **BDS** triomphe. **Mamadou Dia est nommé vice-président du Conseil de Gouvernement**. **Il décide de transférer la capitale de Saint-Louis à Dakar en 1957**.

Le **BDS**, dans une dynamique d'élargir les bases du parti, procède à une série de fusions : avec l'**UDS** de **Thierno Bâ** et **Abdoulaye Guèye** pour devenir **BPS** et avec le **PSAS** de **Lamine Guèye** pour donner l'**UPS**.

Par ailleurs, le retour de **De Gaulle (1890-1970)** au pouvoir en **juin 1958** pour régler la question coloniale précipite l'évolution politique de l'Afrique noire française. En effet, il élabore une nouvelle **Constitution** qui établit une **Communauté** entre la France et ses colonies qui deviennent des républiques autonomes. Un referendum sur ce projet est organisé le **28 septembre 1958**. Le Sénégal vote massivement en faveur du « **oui** » qui l'emporte à **97 %**. Dès lors, la **République du Sénégal est proclamée le 25 novembre 1956 : c'est la période de l'autonomie interne**.

Pour limiter la menace de la « **balkanisation** » qui pèse sur l'**AOF**, Senghor tente de reconstituer une nouvelle fédération. Mais seul le **Soudan français** a répondu à son appel en **janvier 1959** donnant naissance à la **Fédération du Mali** qui reste dans la Communauté avec comme président **Modibo Keïta**, vice-président **Mamadou Dia**, président de l'Assemblée fédérale **Léopold Sédar Senghor**.

La Fédération du Mali profite de la réunion du Conseil exécutif de la Communauté en décembre **1959** pour exprimer sa volonté d'obtenir l'indépendance. La France cède à cette demande et les accords sont signés le **4 avril 1960**.

Les divergences politiques entre les leaders finissent par entraîner l'implosion de la Fédération dans la nuit du 19 au 20 août 1960. Le Sénégal proclame son indépendance le 20 août 1960 avec comme Président de la République Senghor et comme Président du Conseil Mamadou Dia.

III. LA DECOLONISATION DE LA GUINEE-BISSAU ET DE L'ANGOLA

Les possessions portugaises d'Afrique furent : la **Guinée-Bissau**, l'**Angola**, l'archipel du **Cap-Vert**, **Sao Tome et Principe**, **Cabinda**, **Saint Jean-Baptiste de Ouidah**. **Première nation coloniale à prendre contact avec l'Afrique noire, le Portugal sera la dernière puissance à quitter ses colonies.** Cette décolonisation tardive prendra, le plus souvent, l'aspect d'une guerre de libération nationale dans un cadre d'affrontement idéologique entre l'Est et l'Ouest, dépassant ainsi la seule lutte anticoloniale.

1) La situation coloniale et la politique du Portugal

L'occupation portugaise se limitait d'abord aux côtes pour les besoins de la **traite négrière atlantique** à destination du **Brésil**. Cependant, la seconde Conférence coloniale de **Berlin (1884-1885)** fit de l'occupation effective une condition indispensable du statut colonial. C'est pourquoi le Portugal allait encourager une forte immigration vers les colonies afin de les préserver des ambitions britanniques : **9 000 Portugais s'installent en Angola en 1897.**

En fait, le Portugal entendait mener une politique d'**assimilation**. Jusqu'en **1961**, l'immense majorité des autochtones d'Angola, de Guinée, du Mozambique n'avaient pas tous les droits des citoyens de la métropole. La **loi coloniale de 1933** avait accordé le statut de l'indigénat : « *Sont considérés comme des indigènes... les individus de race noire ou leurs descendants qui sont nés ou vivent habituellement dans la province et ne possèdent pas encore l'instruction et les habitudes personnelles et sociales sans lesquelles il ne peut y avoir application intégrale du droit public et privé des citoyens* ».

Un Africain pouvait changer de statut et acquérir la citoyenneté portugaise s'il remplissait toutes les conditions suivantes : **avoir 18 ans révolus** et **parler correctement le portugais** ; **exercer une profession, un métier ou emploi** assurant à l'intéressé des revenus suffisants pour subvenir à ses besoins et à ceux des membres de sa famille à sa charge, ou posséder des ressources suffisantes à cette fin ; **être de bonne vie et mœurs, ne pas avoir été inscrit comme réfractaire au service militaire** et **ne pas avoir déserté**.

Ainsi, l'Africain recevait le statut de citoyen en qualité d'« **assimilado** », une fois ces conditions remplies. Le statut particulier de l'indigénat impliquait qu'il n'était pas « **civilisé** ». En fait, il y a une répartition de la population en deux grandes catégories : les « **civilizados** » (« civilisés ») et les « **nao civilizados** » (« non civilisés »). La partie civilisée de

la population regroupait toutes les personnes d'origine européenne (portugais et étrangers) et les Africains reconnus comme « civilisés ». Selon le recensement de **1950**, moins de **1 %** de la population africaine d'Angola était officiellement classée dans la catégorie des « civilisés ».

Le statut de l'indigénat avait également des implications économiques et sociales. L'indigène était soumis au **travail forcé** pour le compte de l'Etat ainsi qu'à la **culture obligatoire du coton**. De même, **il ne pouvait acquérir des titres de propriété foncière**.

Le Portugal refuse de prêter attention à l'évolution des événements en Afrique et reste donc au dehors des mouvements anticoloniaux nés de la guerre. En novembre **1960**, une déclaration officielle précisait : **« Nous ne sommes pas en Afrique comme tant d'autres. Nous continuerons comme par le passé notre politique d'assimilation. Pour cela, il nous faut être ce que nous avons toujours été et nous ne changerons pas »**. Devant cette volonté de ne rien changer et comme aucune action légale n'était possible, la lutte armée va s'engager dans la plupart des colonies notamment en **Angola** et en **Guinée-Bissau**.

2) La décolonisation de la Guinée-Bissau

a) La lutte pour l'indépendance

La Guinée-Bissau était **la plus pauvre des colonies portugaises sur le continent africain**. Le régime du **Dr Antonio De Oliveira Salazar (1889-1970)** considérait la Guinée-Bissau comme une colonie d'exploitation mercantile. La population bissau-guinéenne est peu dense. Elle compte plusieurs ethnies (Peuls, Balantes, Mandjacks) qui pratiquent essentiellement l'agriculture. C'est pourquoi en **1954**, **Salazar** fit une distinction entre la population non civilisée et les **« assimilados »**, sachant lire et écrire le portugais. Ces derniers représentaient **0,39 %** de la population totale.

Le **19 mars 1956**, le **Partido Africano da Independancia da Guiné a Cabo Verde (Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert : PAIGC)** vit le jour sous forme d'un **mouvement clandestin** ayant son siège hors de Guinée-Bissau. A partir de cette date, plusieurs grèves furent organisées par les travailleurs revendiquant des augmentations de salaires.

Le **PAIGC** est fondé par **Amilcar Cabral (1921-1973)** qui fit des études d'agronomie au Portugal et devint en **1952** fonctionnaire en Guinée. Jugé dangereux, il est affecté en Angola. Lors d'un de ses retours à Bissau, il crée ce mouvement avec cinq camarades dont son demi-frère **Luiz de Almeida Cabral** et **Aristides Pereira**.

Le **PAIGC** va s'orienter rapidement vers la lutte armée suite à deux événements majeurs :

- en **1957**, la **Police intérieure de la Défense de l'Etat (PIDE)** ou Police secrète portugaise s'installe à Bissau. La répression allait s'accroître en conséquence ;
- le **3 août 1959**, les autorités ouvrirent le feu sur les dockers en grève de **Pidiguitti**. Cinquante (**50**) personnes furent tuées et un grand nombre de blessés, tandis que d'autres étaient arrêtées.

Aidé par **Sékou Touré**, **Amilcar Cabral** fonde à **Conakry** en **1960** une école de cadres et des bases d'entraînement. Trois ans après, le PAIGC emploie la tactique qui consiste à créer des **« zones libérées »** à l'intérieur desquelles on installe un embryon d'administration, des écoles, des hôpitaux... En **1970**, les **5 000 combattants** du mouvement ont libéré **2/3** de la Guinée-Bissau, le Portugal gardant le contrôle des zones urbaines grâce à une armée forte de **40 000 soldats**.

Du **2 au 8 avril 1972**, une mission spéciale des Nations unies visite les **« zones libérées »** de Bissau et apprécie les réalisations sociales, sanitaires et éducatives. Ainsi, l'**ONU** considère le **PAIGC** comme **« seul et authentique représentant des populations du territoire »** de Guinée et réaffirme le droit inaliénable de celles-ci à l'indépendance.

Le **20 janvier 1973**, **Amilcar Cabral est assassiné par un dissident du PAIGC**. Mais l'**Assemblée nationale populaire** proclame le **24 septembre 1973** l'indépendance de la Guinée-Bissau qui devient très vite membre de l'**OUA** le **20 novembre 1973**. Devant cette situation de fait, le Portugal va négocier un désengagement avec les leaders du **PAIGC**.

b) Le coup d'Etat au Portugal et ses conséquences

Le **25 avril 1974**, le coup d'Etat du mouvement des forces armées (qui est le fait de jeunes officiers) renverse le gouvernement de **Marcelo Caetano (1906-1980)** (« **révolution des Œillets** ») et met fin au régime dictatorial du Portugal. Le mot d'ordre est : « **Démocratie chez nous, décolonisation en Afrique** ».

Le **PAIGC** accepte d'aller négocier à Londres à partir du **25 mai 1974**. Mais deux problèmes subsistent :

- le mouvement veut l'indépendance immédiate alors que le Portugal veut procéder par étapes ;
- les Portugais veulent dissocier la Guinée-Bissau du Cap-Vert alors que, pour le PAIGC, la lutte du Cap-Vert est inséparable de celle de la Guinée.

Après l'échec de la rencontre de Londres, un nouveau gouvernement s'installe au Portugal le **13 juillet 1974**. Les négociations reprennent à Alger. **Kurt Waldheim (né en 1918, 4^e SG des Nations unies de 1972 à 1981)**, secrétaire général de l'ONU, effectue le déplacement au Portugal le **29 juillet**. Finalement, **le 10 septembre 1974, à Lisbonne, l'acte reconnaissant formellement l'indépendance de la Guinée-Bissau a été signé.**

NB : Le cas de l'archipel du Cap-Vert : Le Cap-Vert n'a pas connu de résistance armée et était proche du Portugal à cause de sa population et de sa géographie. Les mouvements étaient favorables à une indépendance séparée et à une coopération avec le Portugal. Le **21 décembre 1974**, suite à un accord entre le **PAIGC** et le Portugal, l'indépendance est fixée au **5 juillet 1975**.

3. La décolonisation de l'Angola

a) Une colonie d'exportation

Le Portugal est une métropole sous-développée qui a expérimenté un système d'administration directe en mettant en place un appareil administratif dirigé par des colons et des infrastructures pour exploiter les richesses minières (fer, diamant, pétrole, etc.).

Sur le plan juridique, l'Angola devient un département depuis la **Constitution de 1933**. Les nombreux avantages accordés aux colons (de bonnes terres) expliquent leur afflux de plus en plus important (**35 000** entre **1900** et **1950**). Cette minorité de colons portugais exploite la majorité des indigènes qui sont considérés comme des sujets subissant le travail forcé. Cette population non assimilée s'opposait à une minorité de métis considérés comme assimilés ou « **assimilados** » (**30 000**) parce que sachant lire et écrire le portugais (citoyens portugais). Les **non assimilés**, qui sont victimes de l'injustice et de l'arbitraire du système colonial, vont s'organiser dans le cadre de mouvements nationalistes pour réclamer l'indépendance de leur pays.

b. Naissance et évolution des mouvements nationalistes

Les mouvements nationalistes, longtemps étouffés par les pesanteurs d'un système colonial rigide, se réveillent à partir des années **1950**. Parmi ceux-ci, on peut noter : - le **MPLA** (Mouvement populaire de Libération de l'Angola), créé en **1956** par **Mario Do Andrade (1928-1990)** et dirigé par **Agostino Neto (1922-1979)**. Ce mouvement d'orientation communiste réclame l'indépendance ;

- le **FNLA**, fondé en **1962**, est dirigé par **Roberto Holden**. Ce mouvement, d'orientation libérale, réclame l'indépendance ;
- l'**UNITA**, fondée en **1966**: ce mouvement est né d'une scission du **FNLA**. Il est dirigé par **Jonas Savimbi**.

c. La guerre d'indépendance

Devant l'entêtement du Portugal qui n'entrevoit aucune évolution politique de ses colonies, les mouvements nationalistes engagent la lutte armée par des attaques de planteurs portugais et des attentats urbains.

Le gouvernement portugais, dirigé par le dictateur Salazar refuse la voie de la négociation et cherche à écraser la répression de la lutte armée qui se poursuit jusqu'en 1974.

Le nouveau régime mis en place par le **général Spínola** (le **25 avril 1974**, à la suite du coup d'Etat (« **révolution des Œillets** ») marque un tournant dans la décolonisation portugaise. Ce gouvernement, ayant pris conscience de l'irréversibilité de la décolonisation, engage des négociations avec les mouvements qui débouchent sur les **accords d'Alvor** le **15 janvier 1975** qui prévoient la mise en place d'un gouvernement intérimaire devant conduire le pays à l'indépendance.

Mais en **mars 1975**, la décolonisation angolaise subit l'implication de la guerre froide qui s'exprime par l'immixtion des forces étrangères : le **MPLA** soutenu par l'URSS et Cuba, le **FNLA** appuyé par le Zaïre, les USA et l'Angleterre, l'**UNITA** par l'Afrique du Sud.

Le 11 novembre 1975, l'Angola proclame son indépendance qui sera vite suivie par une guerre civile remportée par le MPLA grâce à l'aide militaire soviétique et d'un contingent de 400 000 Cubains. Mais cette victoire est vivement contestée par l'UNITA de Jonas Savimbi appuyé par les Occidentaux. Sa mort en février 2002 a mis fin à la rébellion. Ainsi le 4 avril 2002, un accord de paix est signé prévoyant l'intégration des armées rebelles inaugurant une nouvelle ère de paix pour un peuple longtemps déchiré.

Conclusion

L'accession à l'indépendance de la **Gold Coast** en **1957** a été facilitée par l'Angleterre qui a fait preuve d'une grande souplesse. Trois ans plus tard, le **Sénégal** obtient son indépendance (**1960**). Ce retard résulte de l'attentisme d'une élite modérée qui a tardé à la revendiquer. L'indépendance de la **Guinée-Bissau** (**1974**) et celle de l'**Angola** (**1975**) ont été plus tardives. L'entêtement de la métropole portugaise, par son immobilisme, a poussé les mouvements nationalistes à prendre l'option de la lutte armée pour arracher leur indépendance de leur main.

L10 : INTRODUCTION A L'ETUDE DES CIVILISATIONS : LE CONCEPT DE CIVILISATION

I. DEFINITION DU CONCEPT DE CIVILISATION :

Le terme civilisation dérive indirectement du latin « **Civis** » signifiant « **citoyen** » par intermédiaire de « **civil** » et « **civiliser** ». Il a été utilisé de différentes manières au cours de l'histoire.

→ Selon les dictionnaires comme le Larousse : c'est l'ensemble des caractéristiques propres à la vie intellectuelle, artistique, morale et matérielle d'un pays ou d'une société.

→ Dans l'acceptation la plus courante, c'est le fait de civiliser, c'est-à-dire de porter une société à un niveau considéré comme plus élevé et plus évolué, et c'est l'état atteint par cette société évoluée. Cette acceptation inclut la notion de progrès.

La civilisation c'est aussi l'ensemble des traits qui caractérisent l'état d'évolution d'une société donnée tant sur le plan technique, intellectuel, politique que moral.

En résumé on peut dire la civilisation est la manière de vivre d'une société.

II. EVOLUTION DU CONCEPT : de la « civilisation » aux « civilisations » :

Pendant longtemps le mot civilisation a été employé dans le sens de suprématie, d'impérialisme par l'occident (Europe) qui grâce à sa puissance d'alors et son rayonnement se considérait comme le berceau de toutes les civilisations du monde. Fort de tout cela les européens vont essayer de justifier colonisation à travers « la mission civilisatrice » envers les autres peuples (africains et asiatiques) qu'ils jugent « non civilisés ». Selon cette conception, il revenait donc, à l'Europe détentrice de vraies valeurs de les répandre dans le reste du monde. Mais depuis l'annonce du principe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ; le statut d'égalité entre toutes les civilisations est reconnu.

Et l'opposition historique entre les termes de « civilisés » et de « barbares et de sauvages » tend à s'atténuer. Cette vision européocentriste du monde n'était en réalité basée que sur un jugement de valeur.

A ce titre, on peut parler de civilisations au pluriel et même de civilisations primitives (attention, le mot primitif peut être connoté à « inférieur » ; il faut le prendre ici dans le sens de « premier » ou de « le plus anciennement connu » sans jugement de valeur).

Conclusion :

Le sens donné à la notion de civilisation a évolué tout au long de l'histoire dans la mesure où on est passé de la « civilisation » aux « civilisations ». Ainsi, on peut dire qu'il existe autant de civilisations que de peuples dans le monde.

1^{re} Partie : LES CIVILISATIONS NEGRO-AFRICAINES

Il s'agit ici des civilisations de l'Afrique noire, disséminées dans la zone intertropicale. Il s'y est développé des civilisations originales : « L'Afrique est une boîte à conserve des anciennes civilisations ». Par cette affirmation, l'historien allemand Frobenius faisait allusion à cette coexistence de couches culturelles qui présentent en leur sein des éléments témoignant d'anciennes influences. Mais ces civilisations n'ont pas su résister au phénomène colonial.

1- LES CONDITIONS GEOGRAPHIQUES

Elles sont relativement peu favorables. Elles ont façonné l'implantation humaine et déterminent des genres de vie. Le rôle du relief est peu important ; c'est surtout le climat qui est prédominant. La zone intertropicale où le trait essentiel est la chaleur (+20° en moyenne) est la plus accueillante à l'homme. Dans les forêts équatoriales, l'atmosphère est insalubre, les sols médiocres, pullulent des microbes, la vie est au ralenti.

2- LA FORMATION DU PEUPLEMENT

La présence humaine remonte à la préhistoire. C'est le berceau de l'humanité. L'origine des populations est encore très mal connue. Certaines populations primitives subsistent encore tels que les Pygmées, les Hottentots et les Bochimans. Les vagues successives des migrations partiront du Nil supérieur vers l'Ouest et le Sud dans les zones alors humides du Sahara et de la Mauritanie. Ces migrations sont à la source d'une extrême complexité ethnique surtout dans les zones de passage.

On peut distinguer cinq sous-races noires : les guinéens, types moyens, les soudanais plus grands, les nilotiques, les congolais petits, les sud-africains de coloration moins marquée (Zoulous). A ceux-ci s'ajoutent les peuples métissés : Ethiopiens et Peuls.

La diversité linguistique est très importante : seize familles principales de langues, 700 dialectes environ au total.

3- LES GENRES DE VIE ET LES TECHNIQUES

➤ L'agriculture extensive ne permet qu'une alimentation déficiente. Le travail de la terre se fait partout sans engrais. Les rendements sont très faibles et le sol est préparé par « un feu de brousse ». L'agriculture négro-africaine traditionnelle est une symbiose qui unit les humains, utilisateurs du sol, aux êtres invisibles, qui sont les véritables propriétaires. L'élevage est étroitement dépendant des conditions climatiques. Les peuples pasteurs (peuls) sont nomades. Leur alimentation provient pour l'essentiel du produit des troupeaux.

➤ L'habitation et le vêtement varient suivant la région et le climat. Dans toute la zone nord soudanaise, c'est la maison quadrangulaire d'argile qui domine. En forêt, la maison est le plus souvent végétale. Le village est le vrai centre de la vie collective. Le vêtement dépend du climat, du genre de vie et de la religion.

➤ L'alimentation est presque toujours déséquilibrée et déficiente. En Afrique noire l'alimentation est pauvre, les famines ne sont pas rares et les disettes temporaires. Les africains tiraient leurs subsistances de leurs plantations et de la cueillette à l'exception des pêcheurs (poissons frais et fumés) ou des éleveurs (lait). La viande a joué un rôle très faible dans l'alimentation en Afrique. Divers interdits concernaient l'alimentation.

➤ Les artisans occupent une place à part au sein de la société. Le forgeron est le principal technicien (secret de la métallurgie), il est selon les populations ou bien honoré ou bien méprisé mais toujours craint.

Il existe une répartition des activités techniques suivant le sexe. La femme ne travaille jamais le fer, les métaux précieux, le bois. Mais les deux sexes se partagent le travail de l'argile, des matières colorantes et de la laine.

4- L'ORGANISATION SOCIALE POLITIQUE, ECONOMIQUE, RELIGIEUSE ET ARTISTIQUE

☞ **La société africaine traditionnelle** est essentiellement communautaire. La solidarité joue entre les membres d'un même groupe, tous sensibles à leur commune appartenance. C'est dans le groupe que le noir trouve son équilibre. Il se sent heureux au milieu des rythmes de vie collective. Isolé, il perd une partie de sa confiance en soi.

▪ La cellule de base est la communauté familiale. Il s'agit de la grande famille ou famille étendue composée de la réunion des descendants d'un même ancêtre vivant dans le même lieu et formant une communauté économique (communauté de travail, de production et de consommation). Le chef est le plus ancien et tire son autorité du fait qu'il est considéré comme mandataire des ancêtres. Le pouvoir se transmet de frère à frère dans l'ordre de naissance.

▪ L'intégration à la vie se fait par l'intermédiaire de rituels appelés « initiation ». L'enfant ne fait pas partie réellement du groupe avant la puberté. L'appartenance à une classe d'âge est liée à une commune initiation. C'est une école de vie, marquée par des épreuves à l'occasion d'une retraite dans la brousse, dans un bois sacré, les épreuves physiques les plus pratiquées en Afrique noire sont la circoncision (garçons) et l'excision (filles) Tous les humains appartenant à la même classe d'âge sont unis toute leur vie par des liens puissants.

☞ **L'organisation politique africaine** est variée. Certaines sociétés ne vivent que dans le cadre du clan. D'autres forment des tribus (ensemble de clans) dirigées par un chef dont l'autorité est religieuse. Les assemblages de tribus forment des royaumes à la tête desquels se trouve un roi, personnage sacré. L'Etat est par le fait même théocratique et la société hiérarchisée : aristocrates, lettrés, gens de commun, esclaves. Les conseils ont tenu une place importante dans la vie politique jusqu'à la colonisation.

☞ **Les structures économiques** : la propriété au sens occidental du terme n'existe pas. La terre est la possession de la communauté villageoise. Les échanges ont pour fonction de manifester des liens sociaux. Exemple : la dot, les dons. L'Afrique connaît les principes du marchandage et de la monétarisation, mais la fixation des prix est souvent étrangère à toute rationalité. Le commerce se heurte à de multiples impératifs dont les interdits (lait, viande de porc, bière, vêtements). Chaque société contraint ses membres à consommer certains produits : hécatombes de moutons aux fêtes, consommation de noix de cola etc.

☞ **Les fondements religieux** : L'importance des croyances et du sacré dans les sociétés africaines est supérieure à celle des autres sociétés. La conception du monde de l'Afrique noire est imprégnée de religion et de magie. Les religions sont multiples. Les puissances invisibles sont nombreuses : les totems, les mânes ou cultes des

ancêtres, les divinités responsables de l'ordre ou du désordre de l'Univers. Les cultes sont réglés avec minutie, rien n'est laissé au hasard. on trouve parfois des cycles rituels. Les rites sont effectués dans les lieux particuliers où séjournent les puissances invisibles. Les religions de l'Afrique noire, longtemps très mal connues, étaient considérées comme des pratiques fétichistes sans grande portée. Les confréries regroupent autour d'un personnage central quelques centaines de fidèles. Ces confréries sont hiérarchisées et la discipline qui y règne est stricte.

☞ **La création artistique et littéraire** : l'Afrique noire mêle le plus souvent les genres. Ses chansons et même ses contes sont dramatisés, mimés, chantés et souvent appuyés par la musique. Il s'agit d'arts littéraires plutôt que de littératures. Ce sont les griots qui sont les récitants en Afrique Occidentale. Cette littérature orale est souvent « engagée ». Elle exprime les idéaux du groupe ou fait la satire sociale.

Dans les sociétés africaines, le créateur exprime le consensus profond du groupe. Il traduit le sentiment commun du groupe surtout dans la sculpture et la décoration.

5- EVOLUTION DU MONDE NEGRO-AFRICAIN

5.1 – L'IMPACT DE L'ISLAM

Dès les premiers siècles de son expansion, l'Islam a investi l'Afrique noire par l'infiltration pacifique des caravaniers commerçants et aussi par l'action conquérante des confréries guerrières ou maraboutiques.

En Afrique Occidentale par exemple, le mouvement almoravide a aidé au XI^e siècle à la propagation de l'Islam puis suit la phase pacifique des empires du Ghana, du Mali, du Songhaï, ensuite vient la phase conquérante du XIX^e siècle avec les peuls et les toucouleurs, enfin la phase pacifique du début du XX^e siècle animée par des marabouts ou Cheikh confrériques ayant une ascendance morale et spirituelle sur les adeptes. Les principales confréries sont la **Qadriya**, la **Tidjania**, le **Mouridisme**, le **Hamallisme** (Mali).

La simplicité du message (la **Shahada**, les 5 prières quotidiennes, le jeûne, la zakat, le pèlerinage), sa morale accommodante avec les coutumes africaines (polygamie, circoncision, rôle du marabout en tant que directeur de conscience) expliquent le succès en Afrique. L'Islam a introduit la culture et le tissage du coton, condamné l'usage de la viande de porc, de boire du vin, favorisé l'élevage du mouton, le trafic de la cola. Sur le plan social, l'Islam va contribuer à combattre l'existence de castes, à prôner la solidarité mutuelle (Zakat). Sur le plan politique, on notera l'apparition de théocraties où l'Almamy concentre entre ses mains le pouvoir temporel et spirituel. Des pratiques tirées de la constitution coutumière (matriarcat, héritage, problèmes de ménage etc.)

5.2 – L'IMPACT DE DU CHRISTIANISME ET DE LA COLONISATION

L'influence du christianisme est surtout visible au sein des populations urbanisées. Il fait dire que son impact se confond avec celui de la colonisation. Le rattachement de l'économie africaine à celle de l'Europe au XIX^e et XX^e siècle a eu de multiples conséquences :

☞ **L'introduction de la monnaie** : les paysans, pour payer l'impôt et acheter de nouveaux produits manufacturés ont privilégié les cultures commerciales au détriment de cultures vivrières.

☞ **La construction de voies de communication** : elle est commandée par un besoin de collecter et drainer les produits agricoles et miniers de l'intérieur vers les ports. Cet équipement n'a pas visé un développement d'ensemble équilibré de toute une région.

☞ **Les transformations sociales** : elles se manifestent à travers plusieurs aspects.

- Augmentation numérique de la population qui résulte des progrès médicaux,
- Grande mobilité de la population attirée par les plantations, les ports, les usines et développement de l'urbanisation facilité par les voies de communication.

- Inégalités sociales : en milieu rural, le travail communautaire fait face à l'appropriation individuelle de la terre ce qui permet au plus actifs d'être plus riches que les autres ; en milieu urbain, c'est l'émergence de la bourgeoisie riche et des prolétaires aux conditions de vie misérables.

- Eclatement des anciens cadres sociaux dans les villes qui a soustrait les individus aux coutumes tribales et a entraîné la détribalisation. La grande famille traditionnelle élastique tend à se fractionner en ménages indépendants. Un fossé se creuse entre ruraux et citadins, entre jeunes et anciens. Les jeunes sans fortunes dans les villes restent célibataires pendant longtemps et la femme est devenue un objet que l'on achète.

☞ **La détérioration des termes de l'échange** : les pays anciennement colonisés fournissent au marché mondial des produits de base dont les cours varient énormément et les prix très bas en raison de la surproduction alors qu'ils achètent des produits manufacturés de plus en plus chers.

CONCLUSION : Les civilisations négro-africaines ont été largement entamées au nord par l'influence de l'Islam depuis le XI^e siècle et par celle de l'occident depuis la fin du XIX^e siècle. Malgré les assauts répétés de la civilisation occidentale par le biais des médias, les civilisations négro-africaines connaissent un regain de vitalité et d'intérêt par le souci de préservation par les populations africaines de leurs valeurs de civilisation, leur identité culturelle.

2^e PARTIE : **LA CIVILISATION MUSULMANE**

Introduction

Né dans la péninsule arabique au **VII^e siècle**, l'islam est l'une des trois grandes religions révélées. Cette nouvelle religion, qui s'inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs, est prêchée par le prophète **Mohamed** de **610** à **632**. A sa disparition, ses successeurs se sont employés à propager l'islam à travers le monde qui compte actuellement une large communauté d'environ **un milliard d'adeptes**. Cette religion, avec son **dogme** et son **culte** qui en sont les fondements propose à l'homme un véritable code de conduites socio-politico-économiques faisant partager aux musulmans une même civilisation.

1. NAISSANCE DE L'ISLAM

L'islam, comme le judaïsme et le christianisme, est né au Proche-Orient, précisément en **Arabie**, péninsule désertique située entre la mer Rouge et le golfe Persique.

1.1. L'Arabie préislamique

Avant l'avènement de l'islam, l'Arabie était peuplée d'éleveurs nomades, guerriers et pillards qui se faisaient continuellement la guerre. Sur le **plan politico-social**, il y avait une anarchie ordonnée avec la cohabitation de différentes tribus dont celle des Quraysh, à laquelle appartient le prophète qui est l'une des plus puissantes à **La Mecque**. Sur le **plan économique**, les activités reposaient sur l'élevage nomade, sur l'agriculture d'oasis et sur le commerce avec la Syrie et la Palestine. La plus grande ville, La Mecque, était une métropole à la fois commerciale et religieuse qui, chaque année, abritait une grande foire où étaient échangés les produits matériels et immatériels.

1.2. Le contexte historique

Au moment où l'islam commençait à prendre forme, le monde était plongé dans une situation de décadence générale et profonde. Les plus grands empires de l'époque (**Byzance** et la **Perse**) étaient dans une phase de désintégration avancée. Leurs peuples, victimes de la tyrannie, de l'arbitraire, de l'intolérance des chefs, attendaient impatiemment le libérateur.

1.3. Mohamed et la naissance de l'islam

Il est né vers **570** à La Mecque. Il appartient au clan des **Banou Hâchim**, de la tribu des **Quraysh**. Fils de **Abdallah** et de **Amina**, Mohamed a eu une enfance assez difficile : morts de son père avant sa naissance, de sa mère en **577**, de son grand-père **Abu Mutalib** deux ans après. Il se retirait dans la grotte du **Mont Hira** pour noyer son angoisse métaphysique. En méditant au cours d'une de ses retraites, l'**ange Gabriel** lui révéla sa mission en **610**. Il avait alors **40 ans**. Il commença alors à prêcher mais, devant l'hostilité croissante et la persécution des Mecquois, il dut s'exiler à Médine en **622**. Cette date, appelée **Hégire**, marque le début de l'ère musulmane.

A Médine où il fut bien accueilli, il forma la **Umma** et le premier Etat musulman fondé sur le seul lien religieux, Mohamed déclenche la **guerre sainte (Jihad)** contre La Mecque par la victoire de **Badr** en **624**, la défaite d'**Uhud** en **625**, la victoire de **Khandaq** en **627**. En **630**, Mohamed et ses fidèles prennent d'assaut La Mecque qui est conquise. En **632**, le prophète effectue son pèlerinage d'adieu car il s'éteint la même année à Médine le **8 juin**.

2. LE CORAN ET LES FONDEMENTS DE L'ISLAM

L'enseignement de Mohamed s'appuie sur le **Coran** qui est la base de la loi, de la morale et du droit de l'acceptation du dogme et de la pratique du culte.

2.1. Le Coran (récitation)

C'est le livre de la révélation qui compte **114 sourates** et **6 211 versets**. Il est descendu en fragments en **23 ans** (de **610** à **632**). Ce texte a été rassemblé par le calife **Ousmane** en **653**. La tradition prophétique, appelée **sunna** est un ensemble de **hadiths** qui constituent un précieux appoint du Coran.

2.2. Les fondements de l'islam

- Le dogme : c'est la base de la religion. Il s'articule autour de **5 principes fondamentaux** :
 - la **croissance en un Dieu unique** ;
 - la **croissance aux anges** ;
 - la **croissance à tous les prophètes** ;
 - la **croissance aux livres révélés** ;
 - la **croissance au jour de la résurrection**.
- Le culte : il repose sur 5 piliers fondamentaux.
 - la **profession de foi (shahada)**, consiste à reconnaître qu'il n'y a de divinité que Dieu et Mohamed est son prophète.
 - la **prière rituelle (salât)** : Elle se fait **5 fois par jour** dans la direction de la Kaaba.
 - le **jeûne** : l'observation d'un mois de jeûne (**ramadan**) permet aux musulmans de vivre le calvaire de la faim pour mieux les sensibiliser à la solidarité aux nécessiteux.
 - l'**aumône légale (zakat)** : c'est l'aumône légale qui permet de purifier nos biens : animaux, récoltes, économies annuelles. On prélève un certain pourcentage pour manifester notre solidarité envers les croyants plus démunis.
 - Le **pèlerinage à la Mecque** : Il ne revêt aucun caractère obligatoire. Le fidèle qui en a les moyens licites peut se rendre à la Mecque pour entrer en communion avec la communauté musulmane. Pendant un mois, il peut vivre sa condition primaire d'homme. Le président, le paysan, le professeur, l'élève, le prince se débarrassent de tous traits distinctifs de leurs conditions sociales pour revêtir le même uniforme, pour exécuter les mêmes rites.

En dehors de toutes ses obligations canoniques, le musulman doit observer certaines prescriptions comme l'interdiction de consommer de l'alcool, de la viande de porc, de pratiquer des jeux de hasard, l'usure, le vol, la relation sexuelle en dehors du mariage, l'adoration des idoles, etc.

Nous venons de Lui et nous retournerons à Lui et c'est pour cette raison que nous rendrons compte à Dieu de tous nos actes.

3. LA CONSTITUTION DU MONDE MUSULMAN

3.1. La diffusion de la conquête

Peu avant sa mort du prophète, l'islam avait commencé à se répandre en Arabie. Mais c'est après sa mort que commença l'expansion véritable de l'islam. Sous les règnes des 4 califes orthodoxes, **Abu Bakr (632-634)**, **Omar (634-644)**, **Ousmane (644-656)** et **Ali (656-661)**, la conquête a pris trois directions :

- Vers le nord, la **Syrie** et la **Palestine** sont conquises entre **635** et **640**.
- Vers l'ouest, l'**Egypte** est conquise en **639** puis la **Cyrénaïque** (Libye).
- Vers l'est, la **Mésopotamie** et la **Babylonie** (en Irak et en Perse) sont conquises entre **637** et **642**.

A la mort de Ali en **661**, **Muhawiyya** devint calife et instaura la **dynastie Omeyyade**. En **750**, la **dynastie Abbasside** prend le relais puis est renversée en **1258** par les **Mongols**.

Un siècle après la mort du prophète, l'islam s'était taillé **un vaste empire** s'étendant de l'Espagne à l'ouest jusqu'en Chine à l'est et de l'Atlantique en Afrique à l'Indus en Asie.

3.2. La diffusion par la voie pacifique

La fin de la conquête militaire n'a pas signifié l'arrêt de la diffusion de l'islam. Celle-ci a continué à se faire par diverses voies pacifiques. Dans les pays non conquis d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, les conversions se sont faites par un long contact avec les marchands musulmans par le biais du **commerce transsaharien** du XI^e au XVI^e siècle et plus tard au XIX^e siècle, grâce au rôle actif des marabouts dans le cadre des confréries. Au XX^e siècle, la méthode de la persuasion, initiée par de grands érudits comme **Cheikh Ibrahima Niasse**, a recueilli l'adhésion massive de populations à l'islam.

4. LA CIVILISATION MUSULMANE

Les musulmans ont élaboré progressivement une civilisation faite de synthèses dynamiques des apports pluriels de peuples conquis.

4.1. Sur le plan politique

La prise du pouvoir doit être soumise à l'approbation populaire (**Ijma**), fondement de la démocratie. Le **calife** est le **guide religieux et politique**. Il est assisté par des **émirs** (chefs militaires) et les **imams** (guides religieux). Les lois sont discutées par les **oulémas**, interprétées par les **muftis** et appliquées par les **cadis** (juges).

Aujourd'hui, l'islam offre un éventail large de régimes politiques, depuis les théocraties absolues (Arabie saoudite), en passant par des républiques plus ou moins démocratiques (Syrie), la république (Iran), la monarchie éclairée (Maroc).

4.2. Sur le plan social

L'islam prône le renforcement des liens familiaux et de solidarité communautaire. L'islam tolère certaines pratiques comme la polygamie et favorise l'égalité des hommes avec la recommandation d'affranchir les esclaves. Il accorde à la femme plus de droits (droit à l'héritage, droit de se prononcer sur le mariage, suppression de l'infanticide, participation à la vie économique, sociale et religieuse).

4.3. La cité

C'est le cadre dans lequel s'est développée cette civilisation. La ville s'organise autour de 2 pôles :

- la **grande mosquée**, bien décorée, se trouvant au cœur de la cité et siège de la medersa (collège religieux) ;
- le **quartier des affaires** avec ses **souks** (marchés) et ateliers.

4.4. La vie intellectuelle

Les lettres et les sciences ont connu un développement grâce aux **écoles coraniques** et aux **universités**. La principale langue littéraire est l'**arabe**, à côté du **persan** et du **turc**. C'est une **littérature d'inspiration religieuse**, mais aussi

profane. Les genres littéraires dominants sont la **poésie**, les **contes** et les **fables**. Le recueil de contes populaires le plus célèbre est celui des **Mille et une nuits**. Grâce aux conquêtes et au commerce, les Arabes ont introduit peu à peu chez eux les techniques chinoises. Ils ont traduit dans leur langue les manuscrits de la **Perse**, de l'**Inde** et surtout de la **Grèce antique**. Ces traductions sont regroupées dans de grandes **bibliothèques**. Ceci leur a permis de mieux se cultiver et de faire avancer la science dans plusieurs domaines. Ainsi, ils fondent l'**algèbre** ; leurs **astronomes**, par l'observation des étoiles, émettent l'idée que la Terre tourne autour du Soleil ; leurs **médecins** parviennent à **ligaturer** (serrer avec un lien) les artères, à **anesthésier** (endormir artificiellement une personne ou une partie de son corps) les malades et à **opérer les yeux**. Enfin, leurs **géographes** comme **Ibn Battuta** ou **Al Moqqadasi** font des descriptions précises sur l'Afrique et l'Asie et dressent de nombreuses cartes.

4.5. La vie artistique

L'art musulman est beaucoup influencé par la Perse, Byzance et l'Egypte. C'est un art **iconoclaste** d'autant plus que l'islam interdit la représentation des êtres vivants. Dans l'**architecture**, les **mosquées** et **palais** sont les principaux témoins. On y voit de grandes salles soutenues par des colonnes (comme en Egypte), des voûtes à coupoles et des **décorations de mosaïques** (comme à Byzance). Le décor est assuré par des figures géométriques, des phrases du Coran ou des **arabesques** (dessins stylisés de végétaux).

5. L'EVOLUTION DU MONDE MUSULMAN

Environ un **milliard d'individus** forment aujourd'hui la communauté musulmane (**Umma** islamique). Les $\frac{3}{4}$ des musulmans vivent en Asie, dans le reste de l'Afrique et de plus en plus en Europe et en Amérique.

C'est surtout la **conquête mongole** qui a brisé l'unité politique du monde musulman. Au XV^e siècle, les **Turcs ottomans** recréent un empire avec l'Indo-Orient, le Maghreb et l'Europe balkanique qui survit jusqu'à l'expansion européenne. Aujourd'hui, la très nombreuse communauté islamique se divise en plusieurs groupes avec :

- le **groupe arabe** qui va du Maroc à l'Irak,
- le **groupe turc**, des Balkans au Turkestan chinois. Mustapha Kemal y joua un rôle important en réformant l'islam en supprimant le califat ;
- le **groupe indien** : c'est le groupe le plus nombreux. Il reste localisé en Inde et au Pakistan où l'ourdou, langue d'écriture et de vocabulaire et de grammaire indienne est la langue officielle.

5.1. Les tendances historiques

5.1.1. Les sunnites orthodoxes

Ils constituent **90 %** des musulmans, sont soumis aux règles de la **sunna** contenue dans les **hadiths**. Ils sont divisés en **quatre écoles** à cause des interprétations différentes du **fiqh**. Ainsi, on distingue :

- l'école **malékite** fondée par l'imam **Malik Ibn Anas** : elle admet comme source le Coran, la sunna et la coutume médinoise ;
- l'école **hanéfite** fondée par **Abu Hahifa** en **767** : c'est une école qui admet l'analogie et l'opinion personnelle ;
- l'école **chaféite**, fondée par **Al Chafi (767-820)** : elle limite la **sunna** aux seules traditions attribuées formellement au prophète ;
- l'école **hanbalite** fondée par **Ahmad Ibn Hanbal (780-855)** : sa doctrine repose sur le Coran et la **sunna** et rejette toute innovation (**bidda**).

5.1.2. Les kharijites

Ils sont considérés comme les **puritains** de l'islam. Ils refusent l'hérédité du califat car, pour eux, il doit être électif. Ainsi, pour eux, toutes les composantes de la **Umma** sont égales. Ainsi, un esclave peut devenir calife s'il est jugé le plus digne. Ils sont divisés entre eux :

- les **Azraqites** partisans de l'extrémisme et de la lutte armée ;
- les **Najadat** qui prônent la prise du pouvoir par les armes ;
- les **Sufrites** qui condamnent le meurtre politique ;
- les **Ibadites** (de **Abdallah Ibn Ibad**) qui sont intransigeants sur le plan politique et moral mais sont plus souples dans leurs relations avec les autres musulmans.

5.1.3. Les chiïtes

Ce sont les **partisans de Ali** (9 % des musulmans). Leur doctrine est fondée sur l'**imam** et le **culte des imams**. Ceux-ci doivent être les descendants de **Ali**. Parmi les chiïtes, on distingue :

- les **imâmites** ou **duodécimains** qui croient au retour de l'**imam caché**, 12^e descendant de Ali (Iran, Irak, Liban, Pakistan, Inde, etc.) ;
- les **Zaydites**, partisans du **cinquième imam**, proches des sunnites à la différence près que l'imam doit être descendant du prophète et avoir mérité le pouvoir par les armes, son courage et sa piété (Yémen) ;
- les **Ismâiliens** partisans du **septième imam (Ismâïl)**, extrémistes, qui disposent de sociétés secrètes qui opèrent à des recrutements et initient les adeptes (Perse, Syrie, Inde, Egypte). On distingue plusieurs groupes : les **Fatimides** au Caire, les **Qarmates** en Syrie, les **Druzes** au Liban, les **Alaouites** au Maroc, etc.

Malgré les nombreuses disparités, les musulmans adoptent la **même foi** fondée sur la révélation divine à Mohamed. Ils font du **Coran** leur **référence première** et de la **sunna** leur **deuxième source**. Les **cinq piliers** de l'islam sont acceptés de tous et la **langue arabe** est reconnue comme la langue par laquelle **Allah** s'est exprimé. La création de la **Umma** dirigée par un calife est aussi un facteur d'unité.

5.2. Les tendances actuelles

Comme toutes les religions, l'islam a été secoué par la **modernité**. Ainsi, par rapport à celui-ci, se dessinent deux courants principaux, l'un **réformiste** qui veut composer avec elle, l'autre **radical** qui s'en démarque. Pour mieux faire face aux grands bouleversements du XX^e siècle, les musulmans ont préconisé les regroupements.

5.2.1. Le courant réformiste

Ce courant veut composer avec la modernité, c'est-à-dire essayer d'en bénéficier. Ainsi il propose de s'approprier les conditions du succès de l'Europe, notamment sa science et ses techniques. Parmi ses fervents défenseurs, on peut citer l'Afghan Jamak Al Dîn **al Afghani** (1839-1897), l'Indien **Mohamad Iqbal** (1873-1938), le Turc **Mustapha Kemal** qui supprima le califat le **3 mars 1924**, l'Iranien **Mohamad Khatami**.

5.2.2. L'islamisme radical

Son objectif est de résoudre les problèmes de la société par la religion et aussi restaurer l'intégralité des dogmes de la religion musulmane : c'est le **fondamentalisme**. On parle aussi d'**intégrisme**. Les fondamentalistes font une interprétation rigoureuse et intransigeante du Coran, mettent l'accent sur la **guerre sainte** (comme le mouvement **Frères Musulmans**, fondé en 1927 en Egypte par **Hassan El Banna**), sont **hostiles à la science**, au **progrès**, à l'**émancipation des femmes** et **rejetent la laïcité** (c'est le cas des **Ayatollahs** d'Iran).

5.2.3. Les tentatives actuelles d'union du monde musulman

Pour mieux sauvegarder leurs intérêts dans un monde en perpétuelle mutation et garder l'unité entre eux, les musulmans ont créé des organisations comme la **Ligue arabe (22 mars 1945)**, l'**Union du Maghreb arabe (UMA)**, le **17 février 1989**, et l'**Organisation de la Conférence islamique (OCI)**. Cette dernière, plus large, a pour objectifs de défendre la cause musulmane dans le monde avec comme principal symbole la **libération de Jérusalem**, de développer la tolérance, l'unité et la coopération entre les Etats musulmans. Il s'agit aussi de promouvoir le dialogue de l'islam avec le monde, notamment avec les chrétiens (**dialogue islamo-chrétien**).

Conclusion

L'islam a apportée à la terre anarchique et païenne d'Arabie une **civilisation**. Prophète de cette région, **Mohamed**, grâce à ses innombrables qualités et son inspiration divine, a pu **substituer au désordre établi un ordre nouveau qui s'est propagé sur une bonne partie du monde**. Cet ordre nouveau, enrichi de différentes cultures qu'il a traversées et civilisations qu'il a façonnées, a imprégné l'histoire de l'humanité. En déclin depuis l'expansion européenne, l'islam amorce aujourd'hui une renaissance dont les manifestations ne sont pas toujours comprises des Occidentaux.

Méthodologie de la dissertation historique

Introduction

La dissertation est un exercice, une épreuve qui permet de vérifier ou de contrôler les capacités de réflexion, de compréhension et d'organisation des idées ou des connaissances de l'élève pour répondre à une problématique, à un problème posé par un sujet donné. Elle sert à évaluer les connaissances et les compétences spécifiques d'analyse, de synthèse et de réflexion des élèves en histoire.

Toute dissertation doit comprendre trois parties: une introduction, un développement, une conclusion.

I/ Les préalables pour faire une bonne dissertation

C'est une phase essentielle pour comprendre le sujet et d'éviter le hors sujet. Pour cela il faut :

** Lire et relire le sujet en analysant chacun des termes et interpréter les liaisons*, ce qui permet de cerner certaines subtilités du sujet.

** Repérer les mots clés et déterminer leur sens réel* en tenant compte du contexte dans lequel ils sont employés. Il faut prêter beaucoup attention aux mots en majuscule et aux noms propres. Cette opération permet de circonscrire le sujet, d'éviter les omissions, les contre-sens et hors sujet.

** Situer le sujet dans le temps et dans l'espace :*

- *dans le temps*: tout sujet d'histoire s'inscrit dans la durée qui peut être brève (fait ponctuel) ou longue (un voire plusieurs siècles). Il faut déterminer quand commence les événements, les faits abordés par le sujet et quand ils se terminent. Ce qui permet de cadrer le sujet dans le temps;

- *dans l'espace*: c'est le territoire concerné par le sujet. La délimitation de l'espace doit tenir compte de la période, de l'époque considérée.

** Rechercher la problématique* : la problématique est la question qui fait du sujet un problème à résoudre et du devoir une démonstration. En histoire, elle est en général implicite. Il appartient au candidat de la dénicher. La problématique découle logiquement de l'intitulé du sujet et de la définition que vous en avez faite. Quels thèmes, quels axes de réflexion le sujet permet-il de soulever ? Quelle est l'idée-force, c'est-à-dire la problématique, autour de laquelle les thèmes peuvent s'organiser ?

Cette étape consiste à déterminer avec exactitude l'idée directrice du devoir, l'idée principale à laquelle se rattachent les différentes questions posées. Pour cela, il vous suffit de transformer l'ensemble des questions posées en une seule interrogation.

** Mobiliser les connaissances* : une fois le sujet bien compris et cadré dans le temps et dans l'espace, l'étape suivante consiste à mobiliser les connaissances. Il s'agit de noter pêle-mêle toutes les idées qui vous viennent à l'esprit au brouillon et essayer d'établir des liens logiques entre les questions. Toutes idées n'ayant pas de rapport avec le sujet doit être écartée.

*** Organiser les idées :** Elle correspond à l'établissement du plan. Celui-ci représente l'articulation, l'ossature du devoir qui peut comprendre deux, trois ou quatre parties tout au plus. Il doit être bien équilibré. Il faut éviter de déterminer le type de plan dès la première lecture du sujet. Le plan se dégage au fur et à mesure que vous franchissez les différentes étapes de votre travail. Pour trouver le plan, il faut :

- d'abord réorganiser vos idées par thème ;
- ensuite déterminer les idées forces qui chapeauteront les principales parties de votre plan et qui seront annoncées dans l'introduction. C'est autour de ces idées que vous devez construire votre réflexion. Elles doivent comporter des sous parties pour soutenir expliquer ou illustrer l'idée principale.
- Enfin trier les idées que vous avez notées pêle-mêle pour ne retenir que celles qui se rapportent au sujet à traiter et les réorganiser autour des idées forces (principales)...

C'est à ce moment que vous saurez quel type de plan est adapté à votre sujet.

Il existe différents types de plan dont :

Le plan analytique ou explicatif

Il permet de traiter un sujet qui porte sur un événement ou sur un phénomène.

Il est structuré en trois parties: il étudie d'abord les causes (les origines), puis les faits et enfin les conséquences.

Exemple de sujet: La seconde guerre mondiale.

On étudiera les causes, les étapes de déroulement de la guerre et enfin ses conséquences.

Plan thématique

Ce plan classe par «thème» des éléments ou des faits qui ont des rapports entre eux dans la réalité.

Exemple de sujet : le Sénégal des indépendances à nos jours.

Pour ce sujet les aspects politiques, économiques et sociaux constitueront les différents thèmes. Chaque partie du travail traite d'un aspect de la question.

Plan dialectique

Il structure également le travail en trois parties: thèse (actions positives) – antithèse (actions négatives ou les échecs) – synthèse (appréciation et limites). Il permet d'apprécier l'œuvre d'un homme, d'un régime...

Exemple de sujet : l'œuvre de Mao Zédong à la tête de la RPC.

On fera ressortir ses réussites (thèses), ses échecs (antithèse) et enfin reconnaître la valeur de ses réalisations malgré leur limite (synthèse)

Le plan chronologique:

Il distingue plusieurs découpages dans le temps, plusieurs périodes en fonction du déroulement des événements.

Exemple de sujet : les relations internationales de 1947 aux années 1990.

On fera ressortir la période de 1947 à 1953 qui correspond à une logique de confrontation, celle de 1953 à 1975 qui correspond à une logique de dialogue ou de rapprochement, celle de 1975 à 1985 qui correspond à un règlement et celle de 1985 aux années 1990 qui correspond à une nouvelle détente et à la fin de la guerre froide.

Le plan comparatif

Le plan comparatif est fréquemment utilisé pour les sujets qui mettent en relation deux définitions, deux pays, deux modèles, deux époques, etc. le risque de hors sujet est particulièrement important.

Le plan en deux parties s'impose de lui-même, la première consacrée aux ressemblances et la seconde aux divergences.

***Exemple de sujet :** les modèles américain et soviétique durant la guerre froide. L'erreur grave serait de parler d'abord du modèle américain puis du modèle soviétique : ainsi le sujet n'est pas traité et on aura deux mini dissertations sans lien entre elles.*

Il faut dégager d'une part les ressemblances entre deux modèles et d'autre part les divergences.

II/ Les parties de la dissertation

Elle comporte trois parties : l'introduction, le développement et la conclusion

A/ L'introduction

1/ du point de vue de du fond

L'introduction doit être rédigée au brouillon. Elle est d'une grande importance car donnant au correcteur les premières impressions sur le travail. Une mauvaise introduction mettra le correcteur dans de mauvaises dispositions.

L'introduction d'une dissertation historique doit comporter obligatoirement trois parties :

Première partie : amener le sujet : il s'agit de définir ou de présenter le thème général du sujet ou encore de préciser son contexte général en prenant le soin d'indiquer les bornes chronologiques et spatiales.

Deuxième partie : poser la problématique : elle consiste à poser le problème, à donner un sens au sujet, à faire apparaître le problème posé dans le sujet.

La problématique est la question qui fait du sujet un problème à résoudre. La problématique est l'élément le plus important d'une dissertation. Elle est le fil directeur de l'analyse et de l'argumentation. De plus, elle est révélatrice de la qualité de la réflexion. Elle n'est pas une reformulation du sujet mais découle d'une analyse et de la bonne compréhension du sujet. Un devoir sans problématique ne peut prétendre obtenir plus de la moyenne.

La problématique est constituée d'un questionnement unique, clair et sans équivoques. Un devoir d'histoire ne peut répondre à plusieurs problématiques.

La problématique doit être posée, **de préférence**, sous la forme d'une question. Le questionnement (une ou plusieurs questions) ne devrait être isolé sans lien avec la première sous partie de l'introduction.

Troisième partie : annoncer le plan : il s'agit de l'annonce de la démarche à suivre dans le développement. A ce niveau, il s'agit de dire comment la question va être traitée. Le plan doit découler de la problématique, il en constitue la réponse. Il doit être exprimé clairement pour que le correcteur puisse immédiatement comprendre la structure de l'argumentation. Il doit permettre de repérer facilement les différentes parties du devoir et le thème qui sera abordé dans chaque partie. Pour faire un bon plan, il est nécessaire d'employer les connecteurs logiques. Exemple, (d'abord ; ensuite ; enfin). Le plan doit comporter au maximum 4 parties et au minimum 2 parties et peut être annoncé sous la forme affirmative ou interrogative.

2/ Du point de vue de la forme

L'introduction doit être claire, courte et simple.

Sur la copie, l'introduction doit être présentée de telle manière que les trois parties qui la composent soient aisément repérables.

L'introduction doit constituer un bloc isolé en tête du devoir. Le début de chacune de ses trois parties doit être matérialisé par un alinéa, c'est-à-dire un retrait, à la ligne, de un à deux centimètres. Il faut aussi soigner la transition d'une partie à l'autre. Il faut respecter les normes conventionnelles en sautant trois à quatre lignes entre l'introduction et le corps du devoir.

II/Le développement

1/ du point de vue de du fond

Dans le développement, il s'agit d'expliquer, de détailler, de clarifier les idées ou les parties déjà annoncées dans le plan.

Le développement doit être directement rédigé sur la copie en tenant compte des différentes parties annoncées dans l'introduction.

Il s'agit de résoudre le problème posé dans l'introduction. C'est pourquoi, quelque soit le plan (chronologique, thématique, dialectique, etc.), le développement tend à une explication qui s'appuie sur des faits précis, et ces faits doivent tous concourir à la progression de l'explication.

Il ne faut pas sortir du sujet, ce qui implique une lecture attentive de l'énoncé. Il faut aussi faire preuve de cohérence logique globale et de pertinence dans l'explication (les faits doivent être pertinents et classés logiquement).

Le développement est composé de parties. Ces dernières peuvent être divisées en paragraphes. Entre les parties et les paragraphes il ya des phrases de transition. En effet, les parties ne doivent pas être coupées les unes des autres, elles doivent bien s'enchaîner, par des phrases de transition, entre chaque partie et entre chaque sous partie.

2/ Du point de vue de la forme

La présentation du développement doit être soignée car sa structure doit être visible par le correcteur.

Chaque grande partie doit être séparée d'une autre par une phrase de transition. Les grandes parties sont subdivisées en sous parties commençant chacune par un retrait (alinéa). Chaque sous partie doit traiter une idée et chaque idée doit être étayée par un exemple au moins.

III/ La conclusion

1/ du point de vue de du fond

La conclusion termine le cheminement de la réflexion et délivre une ultime impression sur le devoir. Il convient donc de ne pas la négliger en expédiant à la hâte au terme de la rédaction.

Il s'agit de faire un court bilan, un résumé des différentes parties du développement. Ce bilan répond ainsi à la problématique formulée dans l'introduction. Elle est achevée par une mise en perspective, une ouverture à partir du sujet traité, en évoquant un événement qui va suivre. Cette ouverture doit conserver un lien logique avec ce qui a été exposé.

2/ Du point de vue de la forme

La conclusion doit constituer un bloc séparé du corps du devoir par un saut de trois à quatre lignes pour laisser un blanc. Elle doit être, dans l'idéal, de même longueur que l'introduction et comporte deux paragraphes commençant chacun par un retrait ou alinéa.

- un premier paragraphe qui constitue un bilan du devoir, qui reprend les axes du développement en les synthétisant et qui présente l'aboutissement de l'argumentation en donnant une réponse à la problématique posée dans l'introduction.

- un dernier paragraphe qui constitue l'ouverture. l'ouverture constitue un élargissement du sujet, toujours dans le cadre de la problématique.

Technique du commentaire libre en histoire

Principes :

Commenter un document c'est utiliser ses connaissances afin de l'analyser et d'en comprendre l'intérêt d'un point de vue historique. Il s'agit d'abord de le présenter dans l'introduction, ensuite, il faut en faire une étude détaillée et précise dans le développement. Enfin, la conclusion permet de faire la synthèse.

Les conseils essentiels :

Ce qu'il faut faire :

- Numéroté le texte de la première ligne à la dernière ligne sauf le titre et les indications du bas de page
- Lire et relire le texte plusieurs fois
- Souligner les mots-clés, les noms d'institutions, les dates, les sigles, les termes techniques appartenant au vocabulaire politique, administratif, économique, les mots de liaison, etc.

Ce qu'il ne faut pas faire :

- Éviter la paraphrase qui est un développement verbeux et diffus qui ne fait que répéter le document sous une autre forme ;
- Éviter l'extrapolation ou la dissertation hors sujet ;
- L'introduction ne doit pas tout dire ni être presque aussi longue que le développement ;
- Les citations d'un texte (ou les références à des points particuliers de tout autre document) ne se font que dans le développement. Elles sont à éviter dans l'introduction ou la conclusion.

Les composantes du commentaire :

L'introduction :

Cette partie comporte quatre rubriques d'importance capitale (éviter de les globaliser au risque de perdre des points ; la note pouvant être aussi globale).

Présentation du document et de l'auteur :

- La nature du document : Extrait de discours, de livre, d'un article de presse, d'une correspondance, d'une pétition, etc.
- La date de création du document
- L'auteur : nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité, carrière, fonction, rôle dans l'histoire.
- Faire des observations sur le style du texte.

Contexte historique :

C'est - à - dire les circonstances qui existaient au moment de l'élaboration du document et dont la connaissance est utile pour sa compréhension. (Si le document n'est pas contemporain des événements il faut parfois présenter le double contexte : celui de la rédaction et celui de la période étudiée).

Analyse ou résumé :

Il est demandé à l'élève de choisir l'un des exercices étant entendu qu'ils sont totalement différents l'un de l'autre. Concernant le résumé, se référer au principe du résumé en français (il doit être une contraction fidèle du texte initial et dont il peut permettre la reconstruction si celui-ci venait à se perdre). Quant à l'analyse elle doit mettre en exergue les idées essentielles du texte à commenter.

Le plan :

Il consiste à regrouper les différentes idées sous forme de centres d'intérêt qui serviront à diviser le contenu du texte en plusieurs parties. Chaque partie doit porter un titre et peut correspondre selon le cas à l'ordre ou non des paragraphes du texte. L'essentiel est que votre plan soit logique et rende compte de l'ensemble du contenu du texte et de son mouvement propre.

Développement :

C'est l'explication proprement dite. Il doit s'organiser en parties (un thème par partie) subdivisées en paragraphe (une idée par paragraphe) s'enchaînant les uns aux autres.

Pour apprendre à commenter il est plus simple de procéder en trois étapes :

- Indiquer d'abord l'idée étudiée et faire référence au document (en citant entre guillemets le texte).
- Expliquer ce que l'auteur veut démontrer ou ce que le document permet de déduire immédiatement (premier niveau d'explication).
- Enfin critiquer ou compléter ce que l'auteur veut démontrer en ayant recours à des connaissances extérieures du document (deuxième niveau d'explication).

Conclusion

Résumer en quelques lignes les résultats de l'étude en montrant l'originalité, l'intérêt et la portée historique du document (ou des faits étudiés).

Vocabulaire :

Intérêt historique : c'est l'ensemble des enseignements que l'étude du document a pu apporter.

Portée historique : elle désigne les effets qui en résultent.

Expliquer : c'est éclaircir ce qui est obscur et dans le commentaire on suppose que le texte est obscur et il revient à l'élève d'y apporter la lumière.

EXEMPLES DE COMMENTAIRE LIBRE

EXERCICE 1

Sujet : Commentaire libre

Il y a peu de temps encore le feu des passions suscitées par la « guerre froide » était si grand qu'une simple étincelle aurait pu provoquer une conflagration mondiale. La politique étrangère de certaines puissances occidentales était basée sur des calculs nettement agressifs, sur une politique des « positions de force » (...)

Actuellement, une évaluation plus sobre de la situation, une compréhension plus raisonnable de l'équilibre des forces sur la scène internationale se manifeste de plus en plus en Occident. Et une telle compréhension de la chose conduit inévitablement à la conclusion que les plans prévoyant l'emploi de la force contre le monde socialiste devraient être relégués dans les archives.

La vie elle-même exige que les pays ayant des systèmes sociaux différents doivent apprendre à vivre ensemble sur notre planète, à coexister pacifiquement (...)

Le principe même de coexistence pacifique entre États aux systèmes sociaux différents implique des éléments de concessions mutuelles, la prise en considération des intérêts réciproques car on ne saurait, autrement, édifier les relations normales entre États. Quant aux questions idéologiques, nous nous en sommes tenus et nous nous en tiendrons, inébranlables tel un roc, aux principes du marxisme-léninisme. Les problèmes idéologiques ne peuvent être réglés par la force et on ne peut imposer à un État l'idéologie qui règne dans un autre État.

Aucun homme sensé n'a jamais admis que les litiges d'ordre idéologique ou les questions relatives au régime social de tel ou tel autre pays doivent être réglés par la guerre.

Les capitalistes n'approuvent pas le système socialiste ; notre idéologie, nos conceptions leur sont étrangères. Dans une égale mesure, nous, citoyens d'États socialistes, nous n'approuvons pas le régime capitaliste et l'idéologie bourgeoise. Mais, il nous faut vivre en paix et régler les problèmes internationaux qui se présentent par des moyens pacifiques seulement. De là découle la nécessité de faire des concessions mutuelles, de compromis et, même des aménagements de part et d'autre dans le domaine des relations entre États, dans le règlement des problèmes d'ordre pratique venus à maturité dans l'intérêt de la sauvegarde et de la consolidation de la paix [...].

Faites le commentaire intégral ou libre de ce document

CORRIGE DE L'EXERCICE 1

Introduction

1. Présentation du texte et de l'auteur

Ce texte est un discours de Nikita Khrouchtchev devant le soviet suprême en octobre 1959, publié dans « les mémoires d'Europe », article du tome VI de l'ouvrage l'Europe Moderne. Il traite des fondements de la coexistence pacifique.

Nikita Khrouchtchev est président de l'URSS, successeur de Joseph Staline et théoricien de la coexistence pacifique. Il inaugure une nouvelle ère de « paix » avec la puissance américaine.

2. Contexte historique :

La crise coréenne a démontré un équilibre de force entre les deux superpuissances. Ainsi, à la fin de cette crise, sous l'initiative du chef du gouvernement russe Malenkov, les chefs d'Etat des deux puissances décident de fixer les principes d'une collaboration pour sauver la paix mondiale.

3. Analyse :

Ce texte s'articule de façon générale sur les fondements de la coexistence pacifique

4. Plan

Notre compréhension du texte nous permet de distinguer deux parties :

- **Première partie** : L1 à L11 : les causes de la coexistence pacifique
- **Deuxième partie** : L12 à La Fin : les principes de la coexistence pacifique

Commentaire proprement dit

Première partie : les causes de la coexistence pacifique

La guerre froide est une longue période de confrontation idéologique entre les Etats-Unis leader du pôle capitaliste et l'URSS chef de file du bloc communiste. Cette rivalité entre les Etats-Unis et l'URSS au lendemain de la seconde guerre avait mis l'humanité au bord du gouffre car « ***le feu des passions suscitées par la "guerre froide" était si grande qu'une simple étincelle aurait pu provoquer une conflagration mondiale*** » L1 à L2. Ce conflit enclenché à partir de 1947, a failli aboutir à une catastrophe mondiale. En effet, en Corée, de 1950 à 1953, les deux puissances se sont vivement affrontées et les USA, à un moment, ont voulu utiliser la bombe atomique pour mettre fin au conflit. Ce cycle de violences est lié au fait que « ***la politique étrangère de certaines puissances occidentales était basée sur des calculs nettement agressifs, sur une politique des "positions de force"*** » L3 à L4. Les crises du début de la guerre froide ont révélé l'attitude belliqueuse de certaines puissances occidentales. C'est l'exemple de la crise de la seconde révolution chinoise de 1946 à 1949 où les Etats-Unis appuient le régime de Tchang Kaï Tchek pour écraser les communistes de Mao. C'est aussi l'exemple de la crise indochinoise pendant laquelle Américains, Français et Anglais soutiennent le régime du Bao Daï pour éliminer les Viêt-Cong d'Hô Chi Minh

Cependant, l'usage de la force n'était pas seulement l'apanage des occidentaux car le communisme, sur une large part, s'est répandu dans la terreur. C'est par un coup de force que l'URSS a réussi à satelliser les pays de l'Europe de l'est.

Mais, l'équilibre de force noté après la crise coréenne a permis aux deux grandes puissances de comprendre que « ***la vie elle-même exige que les pays ayant des systèmes sociaux différents doivent apprendre à vivre ensemble sur notre planète, à coexister pacifiquement*** » L10 à L11. Même si les USA sont capitalistes, reconnaissent la propriété privée, les libertés individuelles et que l'URSS communiste opte pour une collectivisation, ces deux puissances doivent accepter le principe de la différence pour vivre en paix.

Deuxième partie : les principes de la coexistence pacifique

A faire par l'élève : commenter comme dans la première partie

Conclusion :

Ce texte est très intéressant car il nous fournit une masse d'informations sur la coexistence pacifique.

C'est un texte idéologiquement chargé car Khrouchtchev considère le camp occidental comme seul responsable des crises qui menacent la paix mondiale.

Ce discours de Khrouchtchev a ouvert officiellement une nouvelle ère de paix entre les deux puissances qui se prolonge et se consolide à partir de 1963 avec la détente.

EXERCICE2

Sujet : Commentaire libre

La première crise de Berlin

À la fin du mois de mars 1948, les Soviétiques se mirent à couper les lignes de communication terrestres les unes après les autres. Le 30, ils exigèrent de contrôler les avions militaires des puissances occidentales, qui opposèrent un refus formel. (...). Lorsque le 20 juin la réforme monétaire entra en vigueur dans les zones occidentales, le trafic interzonal fut interrompu par les Russes le même jour. (...). Leur but était évident : forcer les occidentaux à se retirer et faire passer toute la ville sous leur autorité.

Les alliés occidentaux répondirent à ce défi par l'établissement d'un pont aérien. C'est le 25 juin que commença cette entreprise, la plus grandiose de l'histoire de l'aviation moderne et qui sauvera la liberté des populations de Berlin-Ouest. Entre le 25 juin 1948 et le mois de mai 1949, 1 million et demi de tonnes environ de marchandises les plus diverses, vivres, charbon, matières premières et médicaments, parviennent ainsi par air...

Dans la nuit du 12 mai 1949, les Russes levèrent le blocus. Leurs buts, briser la résistance des habitants et contraindre les puissances occidentales à abandonner la place, n'avaient pas été atteints. Berlin demeurait le bastion de l'Occident.

Konrad Adenauer, Mémoires 1945-1953, Hachette 1965

Faites le commentaire intégral de ce texte

CORRIGE DE L'EXERCICE2

Introduction

1. Présentation du texte et de l'auteur

Intitulé « la première crise de Berlin », ce texte est un extrait des mémoires de Konrad Adenauer publié dans les éditions Hachette en 1965.

K. Adenauer né le [5 janvier 1876](#) à [Cologne](#) et mort le [19 avril 1967](#) à [Rhöndorf](#), est un [homme politique allemand chrétien-démocrate](#). Il fut de [1949](#) à [1963](#) le premier [chancelier fédéral](#) de la [République fédérale d'Allemagne](#). Il est par conséquent témoin des faits qu'il rapporte.

2. Contexte historique

Les divergences idéologiques nées au lendemain de la seconde guerre se sont manifestées à travers des crises en Europe, en Asie et en Amérique principalement. La première crise de Berlin encore appelée blocus de Berlin dont il est question dans ce texte s'inscrit dans ce contexte.

3. Résumé

L'idée d'une république fédérale allemande avait suscité la peur des soviétiques. Ils tentèrent d'isoler Berlin ouest pour l'asphyxier. Cependant, cette entreprise échoue car les américains mirent en place un pont aérien pour ravitailler leurs troupes.

4. Plan

Ce texte peut être divisé en trois parties :

- **Première partie :** (L1 à L7) : les causes du blocus
- **Deuxième partie :** (L8 à L13) : la réplique américaine face au blocus
- **Troisième partie :** (L14 à fin) : l'échec du blocus

Commentaire proprement dit

Première partie : les causes du blocus

Le bilan de la guerre a attiré l'attention de l'opinion internationale sur la nécessité d'instaurer une paix définitive dans le monde. Cette volonté affichée sera perturbée par des divergences idéologiques après la dislocation de la grande alliance et la formation des blocs. Dans ce texte, la question allemande est très significative car elle marque l'expression la plus flagrante des oppositions entre l'est et l'ouest. En effet, lors de la conférence de Potsdam, la décision de la division de l'Allemagne en quatre zones a été prise et sa capitale Berlin devait aussi subir le même sort. Les alliances économiques et militaires des occidentaux (Etats Unis, France et la Grande Bretagne) devaient se concrétiser par la fusion des zones d'occupation occidentale en Allemagne et à Berlin en un seul Etat avec une monnaie commune. Cette situation entraîna « **à la fin du mois de mars 1948, les soviétiques se mirent à couper les lignes de communication terrestres les unes après les autres** » L1 à L2 pour asphyxier les zones d'influence occidentales. Ce blocus devait être fait dans la mesure où Berlin se trouve dans la zone d'influence soviétique. C'est pourquoi les soviétiques « **exigèrent de contrôler les avions militaires des puissances occidentales** ». L2 à L3. La réplique occidentale ne s'est pas fait attendre ils précipitèrent leur projet d'union qu'ils concrétisèrent le 3 juin 1948 à Londres.

Ils instaurent une monnaie commune le deutsche quelques jours plus tard. « **La réforme monétaire** » (L4) qui « **entra en vigueur dans les zones occidentales le 20 juin** » conduit les soviétiques à plus de rigueur dans leur politique d'isolement de Berlin ouest. C'est pourquoi « **le trafic inter zonal fut interrompu le même jour par les russes** » L5. Par cette politique, les russes voulaient contraindre les occidentaux « **à se retirer** » (L6) de leurs zones d'occupation à Berlin ouest afin de pouvoir « **passer toute la ville sous leur autorité** ». L6 à L7. La tentative russe bute sur la réplique des occidentaux.

Deuxième partie : la réplique américaine face au blocus

La grande alliance n'est plus une réalité. Les divergences sont devenues flagrantes entre les pays anciennement alliés. A cet effet, pour contourner ce qu'on pourrait appeler un chantage russe, « **les alliés occidentaux répondirent à ce défi par l'établissement d'un pont aérien** ». L8. En effet, il fallait ravitailler les troupes occidentales établies à Berlin ouest. Ce fut une grande première dans l'histoire des relations internationales depuis 1945. Pendant 320 jours, un million et demi de tonnes de marchandises diverses parvinrent ainsi par les airs à Berlin ouest (L11 à L13).

Troisième Partie : l'échec du blocus

Le blocus se traduit par un échec inattendu. C'est pourquoi les russes décidèrent de lever le blocus. C'est « **dans la nuit du 12 mai 1949 que les russes levèrent le blocus** ». (L14). La première crise de Berlin a été une victoire des puissances occidentales. En effet, les russes n'avaient pas réussi à faire rallier les populations de Berlin ouest dans le camp soviétique, à « **briser la résistance des habitants** » ni à pousser les occidentaux à abandonner leur secteurs. « **Berlin demeure toujours le bastion de l'Occident** » (L16) car elle était toujours sous contrôle des puissances occidentales. Cependant, cette division de Berlin disparaîtra en 1990 avec l'effondrement du mur de la honte construit dans la nuit du 13 au 14 août 1961 pour séparer Berlin ouest de Berlin Est.

Conclusion

Ce texte renseigne sur la première crise de la guerre froide. Il révèle un intérêt particulier. Témoin des faits, Adenauer nous replonge dans le cours des événements qui ont jalonné cette première crise de Berlin. Toutefois, notons que

l'auteur qui est un pro-occidental s'est pas prononcé sur les motivations réelles ayant conduit à ce blocus du côté américain.

BIOGRAPHIES

Nkrumah Kwame, Francis Nwia Kofie, dit (1909-1972)-

Ne a Nkrofil, village côtier ghanéen proche de la cote d'ivoire et éduqué dans une mission catholique, il part aux Etats Unis. En 1945, il s'affirme lors de la cinquième conférence panafricaine. Deux ans plus tard, il rentre en Gold Coast, mais, déçu par la timidité des leaders locaux, il crée son propre parti, le Convention people's party et lance les masses dans la désobéissance civique. Arrêté puis libéré, il est nommé par Britanniques Premier ministre des 1946. Il conduit son pays à l'indépendance le 6 mars 1947 et devient président de la république socialiste marxiste du Ghana, premier pays décolonisé d'Afrique noire. Il sera désormais, pour ses compatriotes, l'Osagyefo (le rédempteur) il concentre bientôt tous les pouvoirs et engage son pays dans une politique couteuse. Renverse par un coup d'Etat militaire en 1960, il s'exile en Guinée. Il finit ses jours en 1972 à Bucarest (Roumanie).

SENGHOR Léopold Sedar (1906-2001)-

Ne a Joal, près de Dakar, membre de l'ethnie sérère, il est éduqué par les missionnaires catholiques, puis achève ses études à Paris en obtenant l'agrégation de grammaire. Il participe au mouvement de la « négritude » aux cotes d'Aime Césaire. Après la guerre, il poursuit une carrière à la fois littéraire (en particulier poétique) et politique, devenant député du Senegal en 1945 et participant à la création de la revue Présence Africaine en 1947. En 1948, il fonde le parti de la convention africaine. Refusant la balkanisation de l'Afrique, il entreprend en 1959 de construire une fédération du Mali, unissant le Sénégal et le soudan français, mais celle-ci éclate au bout de quelques mois et, en 1960, il devient président du Sénégal indépendant. Il reste au pouvoir jusqu'en 1980, entraînant des liens privilégiés avec la France, ou il se retire volontaire jusqu'à sa mort le 20 décembre 2001. Il est élu à l'académie française en 1983.

Amilcar Cabral (1921-1973)-

Homme politique guinéen, promoteur de l'indépendance de la guinée portugaise et des îles du Cap-Vert. Ne dans les îles du Cap-Vert, sous domination coloniale du Portugal, forme à Lisbonne, Amilcar Cabral fut l'un des fondateurs du centre d'études africaines dans la capitale portugaise (Lisbonne), en 1948. En 1956, revenu en Afrique, il fonda le Partido Africano da Independencia da guinea e Cabo Verde (PAIGC, parti africain pour l'indépendance de la Guinée portugaise et des îles du Cap Vert), d'inspiration marxiste, dont il devient le président. Cette même année, il fonda le mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) avec Agostino Neto. Engagé dans une guérilla contre l'occupation portugaise, il contribua à la création, en 1972, de l'assemblée nationale populaire de Guinée. Son assassinat, à Conakry, le 20 janvier 1973, fut attribué aux portugais. Un an après sa mort, la Guinée portugaise accédait à l'indépendance sous le nom de Guinée-Bissau.

Agostino Antonio Neto (1922-1979)

Homme politique et poète anglais, premier président (1975-1979) de l'Angola indépendant, fils d'un ministre méthodiste, Agostino Antonio Neto étudia la médecine au Portugal, sous la domination duquel se trouvait alors l'Angola. Connu d'abord à Lisbonne pour sa poésie, il rejoignit, en 1948, le mouvement anticolonialiste et adhéra au parti communiste portugais clandestin. En 1956, Neto fonda, avec Mario de Andrade et Marcelino Dos Santos, le mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA). Emprisonné par les autorités portugaises, il fut déporté dans l'île du Cap-Vert en 1960. De retour en Angola, en 1962, il prit part à la guérilla contre la domination coloniale. Il obtint le soutien des pays non-alignés, notamment de Cuba mais s'opposant aux dirigeants des autres mouvements anticolonialistes, Holden Roberto et JONAS Savimbi.

Les trois principaux mouvements, en effet, s'opposaient par leur orientation politique et leur composition ethnique. La MPLA de Neto, d'obéissance marxiste, représentait essentiellement les Kibundus et les métis. L'UNITA (union pour l'indépendance totale de l'Angola), issue d'une scission au sein du MPLA et dirigée par Savimbi, était dominée par l'ethnie majoritaire des Ovimbudus et s'opposait au communisme, recevant le soutien de l'Afrique du sud et des pays occidentaux, tandis que le FLNA (front de libération nationale de l'Angola) de Roberto était dominé par les Kongo et appuyé par le Zaïre. Lorsque le Portugal – dont les nouveaux dirigeants, issus de la révolution des œillets, s'étaient déclarés opposés au communisme – accorda l'indépendance à l'Angola, en 1975, Neto prit la tête d'une République populaire communiste son refus de partager le pouvoir avec Savimbi et Roberto a l'orientation donnée au

régime prolongèrent le pays dans une longue guerre civile, pour laquelle Neto reçut l'aide militaire et financière de Cuba et de l'Union soviétique. Neto mourut le 10 septembre 1979 à Moscou.

Le panafricanisme de Nkrumah

« enfin, Ghana, notre cher pays, est libre. La domination étrangère et l'impérialisme ne sont plus. A partir d'aujourd'hui, vous devez changer votre attitude, car vous devez comprendre que vous n'êtes plus un peuple colonial, mais un peuple indépendant et libre ». Mais pour Nkrumah, l'indépendance du Ghana à elle seule ne suffit pas tant que les autres pays d'Afrique ne sont pas libérés du joug du colonialisme. Nkrumah promet l'aide de son pays à tous les pays africains recherchant l'indépendance ...

Les sacrifices que le peuple du Ghana a faits dans la lutte pour l'indépendance ne sont qu'une première étape de l'avancement général de tous nos frères africains. Le gouvernement espère que, devenu un Etat libre et souverain, le Ghana pourra servir de centre de discussion à tous les peuples, de sorte que les problèmes africains recevront l'attention qu'ils n'ont pas eu depuis longtemps. Notre but est de travailler avec les autres pour donner un caractère africain à l'étude des affaires internationales. Je crois que le système du Commonwealth peut être pris en exemple pour les méthodes les plus efficaces mettant fin au colonialisme sans révolution, ni violence, et dans les conditions où un ancien territoire colonial reste en association et amicale avec l'ancienne puissance coloniale »

Paul yange. Source : www.grioo.com, 7 mars 2006.